COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. n° 51 - (10 f) 12 février 1994

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

PREMIERES LEÇONS D'UN COMBAT ET D'UNE VICTOIRE POLITIQUES

VICTOIRE POLITIQUE DES ENSEIGNANTS, DES TRAVAILLEURS, DES JEUNES

Le 13 janvier, le Conseil constitutionnel a déclaré "inconstitutionnel" l'article II de la loi Bayrou laquelle modifiait la loi Falloux. Sur demande du gouvernement, en urgence, le Sénat l'avait votée dans l'après-midi et la soirée du 14 décembre 1993. Cette loi autorisait les "collectivités locales" (communes, départements, régions) à financer les "investissements" des établissements privés d'enseignement (à 95 % catholiques). Son article II concrétisait son application générale. Le vendredi 14 janvier, le gouvernement Balladur annonçait officiellement qu'il renonçait (au moins à court terme) à déposer devant le parlement un nouvel article II. Recul considérable du gouvernement RPR-UDF. Victoire politique des enseignants, des travailleurs, des jeunes mobilisés et unifiés dans le combat contre la loi Bayrou et donc contre le gouvernement. Défaite politique de celui-ci.

PREMIERE ÉTAPE...

Il est nécessaire de préciser en quoi consistent cette victoire et cette défaite politiques et pour cela de les resituer dans le contexte, le moment politique actuels. En posant le 15 décembre la "question de confiance" à la majorité RPR-UDF de l'Assemblée Nationale, Balladur lui a demandé d'entériner la politique qu'il a appliquée depuis qu'il est au pouvoir, dont l'essentiel a été :

- guerre contre le prolétariat et la jeunesse pour casser la valeur de la force de travail, liquider le plus possible leurs acquis, leurs conquêtes, dégrader leurs conditions de travail et d'existence (la "loi quinquennale (dite) pour l'emploi" occupant le centre de tout un dispositif qui ne se limite pas à cette loi) ;
- une politique économique hésitant entre le maintien de la "désinflation compétitive" chère à Bérégovoy, mais qu'il avait déjà fortement entamée, et la "dévaluation compétitive" prônée par les partisans d'une politique de forte "relance" (toutefois les "dégrèvements" de charges sociales et autres pour le patronat auraient atteint plus de 80 milliards de francs) ;
- une politique de défense acharnée des positions internationales du capitalisme français décadent dont la "défense du franc" et la "bataille du GATT" (si on l'en croit, le gouvernement Balladur serait sorti plus ou moins victorieux de cette "bataille").

...DEUXIEME ÉTAPE DU GOUVERNEMENT BALLADUR

D'autre part Balladur a voulu lier sa majorité : *«Désormais une nouvelle étape s'ouvre devant nous. Les réformes que nous avons engagées doivent être poursuivies et amplifiées»*. Et il a cité dix "réformes", dont la réalisation doit jalonner la "nouvelle étape", parmi lesquelles :

- l'amplification de l'effort de "formation professionnelle" tel que le prévoit la "loi quinquennale (dite) pour l'emploi" (notamment pour l'emploi à temps partiel dans la fonction publique), la création d'emplois de "proximité et de services" ;
- une loi sur la famille qui *«doit demeurer une valeur essentielle de notre société, l'élargissement de l'allocation parentale d'éducation, l'amélioration des modes de garde et le développement du temps partiel»*. Autrement dit, la "femme au foyer" et réduite à l'emploi partiel et bouche-trou ;
- une loi qui "améliorera" l'ordonnance de 1986 et assurera que *«les entreprises sauront d'autant mieux se défendre que leurs salariés seront plus étroitement associés à la définition de leur avenir (...) l'association des salariés à la gestion de l'entreprise restant insuffisante»*, etc...etc...

- poursuite des privatisations. Réforme de la caisse des dépôts et consignations. Réforme de la loi sur les faillites. Fiscalité. Aménagement du territoire ;

- *«loi quinquennale sur la protection sociale»*. Objectif résorber des déficits, réduire les prestations, etc...etc.

La décision de faire voter le 14 décembre 1993, par le Sénat, la loi Bayrou a été le premier acte politique, significativement démonstratif de la "nouvelle étape" dans laquelle Balladur déclarait vouloir engager son gouvernement RPR-UDF. C'était la pointe avancée, la première vague de la nouvelle offensive contre le prolétariat et la jeunesse que Balladur annonçait et pour laquelle il demandait et obtenait la "confiance" de la majorité RPR-UDF de l'Assemblée Nationale. En ce sens, l'importance politique de la loi Bayrou dépassait son contenu si important que celui-ci était, et il l'était : renforcement systématique de la réaction cléricale en l'appuyant pour mieux s'appuyer sur elle ; porter un coup écrasant à l'enseignement public ; aller vers la dislocation totale du corps des enseignants de l'enseignement public.

UNE VICTOIRE POLITIQUE

Avoir contraint le gouvernement Balladur à faire refluer la première vague d'assaut de sa nouvelle offensive générale contre le prolétariat et la jeunesse ;avoir fait la preuve que le prolétariat et la jeunesse pouvaient affronter ce gouvernement, le vaincre et le balayer : voilà en quoi consiste la victoire politique que les enseignants, les travailleurs, les jeunes viennent de remporter. La non-application des mesures que comportait la loi Bayrou concrétise cette victoire. Désormais le gouvernement Balladur, le gouvernement RPR-UDF a perdu de sa stabilité. Il est sous la menace de puissants ou d'un puissant mouvement du prolétariat et de la jeunesse qui lui infligeraient de nouvelles défaites politiques voire une défaite décisive. Il doit manœuvrer en conséquence.

Cependant, il est non moins indispensable de le préciser : les rapports politiques en France, tels que les élections de mars 1993 les ont cristallisés, ne sont pas radicalement bouleversés. Cette victoire politique des enseignants, des travailleurs, des jeunes n'est pas LA victoire sur le gouvernement Balladur, le gouvernement RPR-UDF, et ce n'est donc pas SA défaite. Il reste au pouvoir et poursuit sa politique. Plus encore : dans le processus qui a amené Balladur à reculer sur la loi Bayrou cette victoire était contestée et à peine remportée elle a été remise en cause.

ANTAGONISMES

Face à la décision brutale du gouvernement de faire adopter par le Sénat la loi Bayrou les dirigeants de la Fédération Syndicale Unitaire de l'enseignement, ceux de l'ex-Fédération de l'Éducation Nationale n'ont pu moins faire que d'appeler ensemble les enseignants de l'enseignement public à une grève de 24 heures pour le 17 décembre et à des manifestations ce même jour. S'ils ne l'avaient pas fait, ils se seraient heurtés à leurs propres bases et se seraient coupés d'elles. Appelant ensemble à cette grève de 24 heures ils réalisaient de facto le Front Unique sur ce point, donnaient un cadre à la mobilisation des enseignants, l'impulsaient et lui assuraient un grand écho parmi la population laborieuse et la jeunesse. La grève du 17 décembre a été massivement suivie. Toutefois les dirigeants de la FSU et de l'ex-FEN n'ont pas lancé le mot d'ordre qu'attendaient les enseignants "Abrogation de la loi Bayrou".

C'est sous l'égide du CNAL (Comité National d'Action Laïque) — regroupement hétérogène et de collaboration entre organisations ouvrières et bourgeoises "laïques", fantomatique depuis des années et des années, revitalisé pour l'occasion — que la date d'une manifestation nationale a été fixée au 16 janvier. Les dirigeants de la FSU, de l'ex-FEN, des syndicats participant au CNAL, du PS et du PCF s'accordaient, sous la couverture du CNAL, de sérieux délais, ils gagnaient du temps. A la mobilisation des masses, ils préféraient de beaucoup le cadre politique que le gouvernement Balladur leur proposait. D'ailleurs, l'appel que le CNAL a fait paraître dans "Le Monde" du 11 janvier est politiquement filandreux et ne contient pas la revendication "Abrogation de la loi Bayrou" :

> *«Améliorer le service d'éducation, démocratiser son accès, diversifier ses profils pour favoriser mieux la réussite de chacun, harmoniser les multiples compétences qui peuvent y recourir, voilà les enjeux essentiels qui nécessitent un débat sérieux et profond. Il n'aura lieu que si on respecte le principe de laïcité dont la Constitution de la République fait un devoir à l'État pour l'organisation de l'enseignement».*

Plus qu'un appel à manifester, c'était un appel à la "concertation" avec le gouvernement. Enseignants, travailleurs, jeunes se sont néanmoins saisis de lui pour manifester massivement le 16 janvier à Paris.

UNE "JUSTIFICATION" DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Les appareils syndicaux, le PS et le PCF ont tenté de réduire la participation à cette manifestation. Un conflit implicite et parfois ouvert s'est déroulé entre les masses et les appareils des syndicats et des partis ouvriers (PS, PCF). Alors que s'est affirmée de plus en plus l'aspiration à manifester et à combattre pour "l'abrogation de la loi Bayrou", les dirigeants syndicaux, du PS et du PCF ont tenté de dévier le mouvement en imposant des mots d'ordre vagues comme "la promotion du service public d'enseignement", etc... A cet égard, il faut citer la circulaire que, le 4 janvier, la direction du PS a expédiée :

> *«L'image de l'école privée a changé. Pour une partie croissante de parents d'élèves, celle-ci apparaît désormais surtout comme un recours possible en cas de difficultés ou d'échec des enfants dans l'école publique. On le sait bien, l'école subit aujourd'hui de plein fouet les contre coups des dysfonctionnements de la société : crise de la famille, montée de l'exclusion, de la violence, de la délinquance, de la drogue. Dans les cas les plus graves, les parents d'élèves, fussent-ils laïques et même socialistes, souhaitent préserver leurs enfants de ces difficultés, assurer leur avancement scolaire,*

quitte à les inscrire provisoirement dans un établissement privé.

Voilà pourquoi l'offre d'enseignement privé trouve une demande bien au-delà des options confessionnelles. Les socialistes ne peuvent l'ignorer et mener la bataille scolaire comme en 1905».

Il s'agit d'une "justification", d'une défense de l'école privée (à 95 % catholique), d'une propagande pour elle. Il s'agit aussi d'une mise en garde aux militants : "pas de retour à la séparation des églises et de l'État comme elle fut établie en 1905, si imparfaite était-elle" ; "respect des lois qui, depuis 40 ans, ont impulsé le développement de l'enseignement privé et ont porté coup sur coup à l'enseignement public" ; "il faut vider la manifestation du 16 janvier de tout contenu mettant en cause l'école privée".

LA COMMISSION SCHLÉRET

Dès le 22 décembre Balladur a annoncé la création d'une commission composée de parlementaires, d'experts et de fonctionnaires, chargée d'évaluer les besoins de l'ensemble des établissements publics et privés. Le 4 janvier 1994 Balladur a fait savoir qu'un plan de 2,5 milliards en cinq ans, pour subventionner les dépenses liées aux "travaux de sécurité" dans les écoles, collèges et lycées publics serait soumis au parlement à la session de printemps. Cette somme, par rapport aux besoins est dérisoire, mais surtout, la manœuvre crevait les yeux : engager la "discussion", la "concertation" avec les dirigeants du PS et du PCF, les organisations syndicales alors que s'appliquerait la loi Bayrou. Jean-Marie Schléret a été désigné président de la commission composée de parlementaires, de fonctionnaires, de syndicalistes dont la tâche doit être d'apprécier les besoins en matière de "sécurité" des établissements publics et privés. Le Parti Socialiste a refusé par la voix du président de son groupe à l'Assemblée Nationale, de participer à la commission Schléret, mais le PCF, les représentants des organisations syndicales enseignantes du public et du privé y siègent.

LE JEU DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les groupes du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale ont fait appel au Conseil constitutionnel contre la loi Bayrou. Agissant ainsi, ils s'en remettaient à une des plus hautes instances de la Ve République et s'engageaient à s'incliner devant ses décisions. Les dirigeants des organisations syndicales ont également compté sur lui. Le Conseil constitutionnel a pris une décision politiquement très calculée. Alors que s'affirmait la volonté de la grande masse des enseignants, des travailleurs, des jeunes que la loi Bayrou soit abrogée, le Conseil constitutionnel ne pouvait moins faire que d'annuler son article II. Mais il l'a annulé à partir de considérants qui ne condamnent pas la loi dans ses principes et laissent intacts ses quatre autres articles.

Cette décision prise à trois jours de la manifestation du 16 a visé à la désamorcer, à la rendre sans objet et inoffensive, à permettre au gouvernement une retraite ordonnée. Il fallait éviter que le gouvernement soit contraint de capituler face à la manifestation. En quelque sorte, le Conseil constitutionnel a voulu "retirer le tapis". Mais enseignants, travailleurs et jeunes ont eu le sentiment justifié de remporter une victoire politique contre le gouvernement

MINIMISATION DE LA MANIFESTATION

Finalement des centaines de milliers, peut-être un million, de manifestants ont défilé à Paris le 16 janvier. Venant de remporter une victoire politique sur le gouvernement, le plus réactionnaire des gouvernements au pouvoir depuis Vichy, les enseignants, les travailleurs, les jeunes ont manifesté parce que dans leur grande masse ils ressentent qu'il faut poursuivre le combat contre ce gouvernement, le vaincre définitivement et le chasser.

Mais que d'efforts pour réduire l'ampleur de la manifestation, la vider de son contenu. Au compte du gouvernement la préfecture de police a prétendu qu'il n'y aurait pas eu plus de 260 000 manifestants. Pendant près d'une semaine une campagne systématique a été menée sur ce thème à la radio et à la télévision. La préfecture de police a même fait diffuser par les chaînes télé un film pris d'hélicoptère où d'énormes vides marquent les rangs de la manifestation. Quiconque y a participé s'est immédiatement rendu compte que c'était un de ces documents menteurs comme la télévision sait les concocter. Par exemple, il suffit de filmer avant que la manifestation ne se concentre et soit formée ?

LANG...

Le plus important est cependant que les dirigeants du PS, du PCF, des organisations syndicales, notamment des enseignants du secteur public, se sont acharnés à la dénaturer et à la liquider politiquement. Dès le 11 janvier l'inénarrable Lang parlant au Club de la presse a préconisé un nouveau débat au parlement précédé par :

«Une concertation de quelques mois (...) Il faut qu'autour d'une table sérieusement, on puisse s'interroger sur la meilleure façon de bâtir l'école de l'égalité des chances».

Quant à la manifestation du 16 janvier, il la voulait :

«Ample, généreuse, ouverte et non pas partisane, témoignant d'un acte de foi dans l'école de la Nation».

C'est donc dans la "concertation" avec le gouvernement et, sous entendu, l'enseignement privé, que Lang prétend que doit être bâti : *«l'école de l'égalité des chances»*. Les enseignants, les travailleurs, les jeunes se mobilisaient pour affronter le gouvernement de l'école privée, de la réaction cléricale. Lang leur conseillait d'être *«généreux, ouverts et non partisans»* vis à vis de qui, sinon de leurs adversaires, le gouvernement, la réaction cléricale.

ROCARD...

Le 12 janvier, "Libération" publiait un interview de Michel Rocard. Il lui posait la question suivante :

«Au mois de juin, Jack Lang avait expliqué qu'il avait lui-même envisagé de réformer la loi Falloux. Qu'en pensez-vous ?

Réponse :

«J'admets bien volontiers qu'il y avait une difficulté pour harmoniser une législation disparate et tous les laïques responsables savaient qu'il fallait la traiter. Mais encore une fois la bonne méthode, c'est une négociation sincère et sérieuse».

À une autre question Rocard faisait répondait ainsi :

«Dans les manifestations de 1984 il y avait des gens qui n'étaient pas de droite. Dimanche je suis convaincu que défileront aussi des gens qui ne sont pas de gauche».

L'orientation de Rocard est claire. "Concertation" avec le gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy et avec la réaction cléricale. Utilisation des termes confusionnistes "droite" et "gauche" pour brouiller la nature de la manifestation de 1984 et celle de la manifestation du 16 janvier 1994. En 1984 la réaction cléricale a rassemblé toutes les forces possibles sur son terrain et dans la perspective d'imposer le retour au pouvoir du RPR et de l'UDF. Ce fut une manifestation de classe de la bourgeoisie. La manifestation du 16 janvier a été une manifestation que les masses voulaient et que n'ont pu éviter les dirigeants du PS, du PCF et des organisations syndicales. Elle était à son origine dirigée contre la loi Bayrou. Après le recul du gouvernement, il est devenu d'autant plus évident que si des centaines de milliers manifestaient ce ne pouvait être que contre l'ensemble de sa politique, contre lui. Ce fut une manifestation de classe du prolétariat. Voilà ce que Rocard veut masquer, tente de dissoudre.

MARCHAIS

Encore pour quelques jours secrétaire général du PCF, Georges Marchais interrogé au cours même de la manifestation répondait qu'elle n'était pas de "gauche", qu'elle réunissait les laïques qu'ils soient de "gauche" ou de "droite". Il niait ainsi qu'elle soit une manifestation de classe contre la politique du gouvernement Balladur, contre ce gouvernement.

LA "CONCERTATION" AU SECOURS DU GOUVERNEMENT

Sur l'orientation qui vient d'être évoquée, à l'émission télévisée "L'Heure de Vérité", dès le 16 janvier Michel Rocard se prononçait pour la tenue *«d'états généraux de l'école et du système scolaire»*. Si on en croit "Le Monde" du 19 janvier :

«"Dans tout ce qui a été dit dimanche c'est la chose la plus intelligente" s'empressait de remarquer M. Bayrou qui, pour reprendre la balle au bond, parlait, à son tour "d'assises pour l'éducation"».

Au lendemain de la décision du Conseil constitutionnel d'annuler l'article II de la loi Bayrou, le premier ministre a publié un communiqué qui se concluait ainsi :

«Le premier ministre a donc décidé d'inviter l'ensemble des organisations syndicales d'enseignants, ainsi que les organisations de parents d'élèves, à débattre, avec le ministre de l'éducation nationale et lui, de l'avenir de l'école publique, de l'amélioration des conditions de son fonctionnement et des moyens qui doivent lui être alloués afin que la formation des jeunes Français soit assurée dans les meilleures conditions. Cet objectif national est très important pour l'avenir de notre pays. Il doit donner lieu à un débat serein, approfondi et réfléchi».

Les dirigeants des organisations syndicales ne demandaient que cela. Dans un interview que "L'Humanité" du 13 janvier a publié, Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU a expliqué :

«La FSU exige une négociation immédiate, au niveau du premier ministre, portant notamment sur un plan de développement du service public, incluant les locaux, les crédits pédagogiques, les postes budgétaires. Si nous n'écartons pas l'hypothèse d'une répartition de l'effort sur cinq ans, la rentrée prochaine exige des mesures d'urgences, sans doute sous forme de collectif».

Quant à Guy Le Néouannic, secrétaire général de l'ex-FEN, il s'est prononcé de la façon suivante :

«Il faut un engagement précis des moyens. Pourquoi pas une loi quinquennale de programmation pour l'Éducation nationale».

Ainsi dès avant la manifestation du 16, dirigeants du PS, du PCF, des organisations syndicales se sont efforcés d'en nier, d'en décomposer la nature politique et ils ont serré la main que le gouvernement Balladur leur a tendue.

LA "CONCERTATION" DU 27 JANVIER

A partir du 18 janvier, les uns après les autres, ils se sont rendus aux convocations de François Bayrou ministre de l'Éducation nationale qu'un des dirigeants du PS, Emmanuelli, avait qualifié quelques semaines plus tôt de *"ministre de l'enseignement privé"*. Il s'agissait de préparer *"la table ronde sur l'avenir du système éducatif"* qui, sous la présidence de

Balladur s'est tenue le 27 janvier. Voilà qui rappelle étrangement la réunion du 6 septembre organisée par Edouard Balladur pour préparer la "loi quinquennale (dite) pour l'emploi" à laquelle les représentants des centrales syndicales ouvrières ont participé. Le gouvernement ne s'est engagé à rien mais quatre commissions vont être formées avec la participation des appareils syndicaux — missions et contenus, école et société, vie dans les établissements, métiers de l'enseignement—.

Si l'on en croit "Libération" du 28 janvier :

> *«Les syndicats eux aussi ne semblaient pas trop mécontents de leur après-midi. Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, a estimé que "les thèmes correspondent aux préoccupations et aux exigences qui étaient les nôtres. Nous demandions une loi de programmation et un collectif budgétaire. Sur la loi de programmation, le Premier ministre n'a pas pris d'engagement mais il a précisé que rien n'était exclu. Quant au collectif budgétaire, il a fait un premier pas".»*

Quant à Le Néouannic, secrétaire général de l'ex-FEN, il a dit :

> *«Certes, "les tables rondes sont définies et elles correspondent à nos demandes. Nous participerons donc à la discussion mais nous ne nous contenterons pas de belles paroles. Pour l'instant, nous restons sur notre faim».*

Le PS et le PCF, les appareils syndicaux, contraints par la volonté des enseignants, des travailleurs, des jeunes, à appeler à la grève de 24 heures des enseignants le 17 décembre, à soutenir l'appel à la manifestation du 16 janvier lancé par le CNAL, dans un même mouvement ils ont freiné le plus possible, ils ont tenté de vider cette dernière de son contenu, ils ont volé au secours du gouvernement RPR-UDF, du gouvernement Balladur en difficulté. En réalité, ils se situent fondamentalement sur le même plan que lui : défendre le régime capitaliste en crise, l'impérialisme français décadent et donc ils participent. C'est pourquoi les appareils des organisations syndicales des enseignants de la FSU et de l'ex-FEN se sont engagés dans l'opération Balladur.

CE QU'EXIGE "UNE SEULE ÉCOLE, L'ÉCOLE PUBLIQUE"

Ni ce gouvernement, ni aucun gouvernement de défense du régime capitaliste en crise, de défense de l'impérialisme français décadent ne défendra l'école publique, ne lui donnera les moyens d'exercer ce qui devrait être ses fonctions. Au contraire, au stade actuel de la société bourgeoise, il ne peut que saper l'école publique, s'appuyer et appuyer l'enseignement privé (à 95 % catholique), car il a besoin de la réaction cléricale contre le prolétariat et la jeunesse. Casser la valeur de la force de travail, dégrader les conditions de travail et d'existence des masses exploitées, liquider les conquêtes et les acquis du prolétariat et la jeunesse, détruire l'école publique en utilisant l'école privée (à 95 % catholique) et, en impulsant le développement de celle-ci, faire de la réaction cléricale un instrument de la politique "caritative", substituer à la solidarité ouvrière et aux obligations de l'État, la "charité chrétienne" sont des aspects inséparables d'une même politique. Les gouvernements à directions "socialistes" qui se sont comportés en gérants honnêtes et loyaux du régime capitaliste se sont eux aussi engagés sur cette voie. Le gouvernement Balladur, le gouvernement RPR-UDF est passé, lui, à une vitesse supérieure.

Il suffit d'exposer rapidement ce qu'exigerait la défense de l'école publique pour constater qu'on ne peut le faire au côté du gouvernement Balladur et en coopération avec lui. La défense de l'école publique exige l'abrogation de toutes les lois favorisant l'école privée : loi Barangé, loi Debré, autorisation des aumôneries dans les établissements publics d'enseignement, loi Guermeur, loi Rocard, loi Jospin, accord Couplet-Lang, la suppression du versement des subventions à l'école privée, l'abrogation du statut d'Alsace-Moselle, l'abrogation de la loi d'Astier, l'annulation des réformes réactionnaires de l'enseignement, réalisées au cours de ces dernières décennies. Le mot d'ordre fondamental qui correspond à la défense de l'enseignement public, c'est : "une seule école, l'école publique". En fait, il faut établir une rigoureuse séparation de (ou des) églises et de l'État qui implique la nationalisation sans indemnités ni rachat des écoles privées. C'est un premier aspect.

Le second réside en ce qu'il n'y a pas de défense de l'école publique sans défense de son corps d'enseignants, sans que soit donnée satisfaction aux revendications des enseignants, dont : dénonciation des accords pourris, salariaux, ou autres ; revalorisation et rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis des années par le corps enseignant de l'enseignement public et sa garantie par l'échelle mobile des salaires ; annulation de toutes les mesures prises ces dernières années qui portent atteintes au corps des enseignants, aux qualifications, à l'enseignement public ; des effectifs et des conditions de travail qui correspondent aux besoins. Bien entendu, cette liste n'est pas exhaustive.

En bref la "défense de l'école publique", dont le mot d'ordre fondamental est "une seule école, l'école publique", nécessite de rompre avec la bourgeoisie, de combattre pour un gouvernement des organisations ouvrières ayant réalisé le Front Unique, un gouvernement sans ministre représentant des organisations et des partis bourgeois, s'attaquant à la société bourgeoise, au régime capitaliste. C'est précisément ce que ne veulent pas le Parti Socialiste, le PCF, les appareils syndicaux, aussi ont-ils volé au secours du gouvernement Balladur, s'efforcent-ils d'annihiler la victoire politique remportée par les enseignants, les travailleurs, les jeunes.

LE "CONCASSAGE" : LES TÉLÉCOMS

Les tentatives de remettre en cause la victoire politique que les enseignants, les travailleurs, les jeunes ont remporté sur le gouvernement Balladur ne sont pas limitées à l'enseignement. Aujourd'hui les travailleurs des Télécoms sont particulièrement visés par la politique de ce gouvernement. Certes la privatisation a été différée, cela n'empêche pas que soit, notamment, remise en cause la grille des qualifications. Tentatives est faite de substituer à la classification en fonction des diplômes et des grades une classification dépendant de la fonction exercée.

Le 12 octobre 1993 aux Télécoms les organisations syndicales

n'avaient pu faire moins que d'appeler à une grève de 24 heures qui avait été massivement suivie. La défaite politique que vient de subir le gouvernement Balladur a forcément donné confiance aux travailleurs de cette corporation. Infliger une nouvelle défaite à ce gouvernement était possible, cela dépendait des directions des organisations syndicales : il fallait qu'elles rompent avec la direction des Télécoms et avec le gouvernement, qu'elles réalisent le Front Unique, qu'ensemble elles appellent à la grève générale de tout le personnel des Télécoms pour imposer le retrait du projet de nouvelles classifications.

Elles ont fait strictement l'inverse. Elles ont mis tout en œuvre pour disloquer le personnel, détruire toute possibilité de grève générale. Triomphalement et cyniquement "L'Humanité" du 29 janvier a publié la liste suivante :

«Depuis le 10 janvier, partout, ont lieu des réunions, et la date du 18 janvier a marqué le début d'une série d'initiatives auxquelles, tous comptes faits, ont pris part plus de 30 000 salariés, sur la base des mêmes revendications.

Tour d'horizon, en forme de calendrier, des multiples rassemblements : 18 janvier, 350 personnes à Besançon ; 350 à Bordeaux ; 1 000 à Rouen ; 1 500 à Rennes ; 1 000 en Île-de-France. Le 20 janvier : 200 à Besançon ; 400 à Bordeaux ; 450 à Montpellier ; 500 à Lyon, Lille et Marseille ; 400 en Seine-et-Marne et dans l'Essonne ; 600 en Seine-Saint-Denis. Le 21 janvier, 1 100 à Rouen, Nancy ; 300 à Rennes ; 500 à Lyon ; 150 dans la Crôme ; 600 en Isère ; 400 en Haute-Savoie. 24 janvier : 350 à Bordeaux ; 650 à Caen ; 600 dans l'Orne ; 300 à Orléans ; 400 à Poitiers et 3 500 à Rennes. 25 janvier : 300 à Amiens ; 600 à Bordeaux ; 800 à Rouen ; 600 à Toulouse ; 400 dans le Tarn ; 400 à Montpellier : 160 dans le Gard ; 100 en Lozère ; 200 à Nancy ; 500 à Nantes ; 500 dans le Maine-et-Loire ; 150 dans l'Aube ; 250 à Clermont-Ferrand ; 1 500 à Rennes ; 150 dans le Finistère ; 500 à Lyon ; 300 dans l'Isère ; 150 en Haute-Savoie ; 900 à Marseille ; 150 dans les Alpes-Maritimes ; 5 000 en Ile-de-France. 26 janvier : grève et rassemblement en Corse. 27 janvier ; autres rassemblements, à Marseille, Arcueil, Dijon, dans l'Ain, le Vaucluse et la Haute-Garonne.

Hier encore, des actions ont eu lieu en Gironde, en Dordogne et dans les Landes. D'autres sont annoncées jusqu'au 3 février : aujourd'hui à Bordeaux encore ; le 31 janvier dans le Lot-et-Garonne, le Var ; le 1er février, à Clermont-Ferrand (grève et manifestation) et à Châlons-sur-Marne ; le 2 à Nantes, en Haute-Savoie ; le 3 dans l'Ain, le Cher, en Eure-et-Loir, etc. Des initiatives diverses sont prises parallèlement aux grèves et manifestations : distribution de tracts aux usagers, délégations auprès des directions, blocages de centre...

Décidées à la base, elles unissent des syndiqués — CGT, mais aussi CFDT, FO, SUD — ainsi que de nombreux agents non syndiqués. Enfin, les postiers ne restent pas en dehors de cette lutte...

Ce n'est plus seulement de la dislocation, mais du concassage, dont la responsabilité est rejetée sur "la base".

EDF-GDF

A l'EDF-GDF les grandes manœuvres ont commencé. Le 23 novembre, 30 à 35 000 agents de l'EDF-GDF (le quart du personnel) a manifesté contre la privatisation dont est menacée cette entreprise. Or, vient de paraître le rapport Mandil, rapport qui a été commandité par le ministère de l'industrie. Il préconise :

• la suppression du monopole d'importation et d'exportation du gaz et de l'électricité ;

• la suppression du monopole de la distribution du gaz ;

• l'ouverture du réseau national de transport du gaz et l'électricité aux producteurs privés et aux gros consommateurs ;
• l'ouverture de l'EDF-GDF au capital privé ;

• l'évolution des structures de l'EDF-GDF pour permettre :

- la coopération du GDF avec les entreprises du secteur pétrolier,

- la séparation des comptabilité au sein d'EDF des activités de transports et de distribution, pour faire apparaître le coût de chacune d'entre elles,

- de livrer la Compagnie nationale du Rhône (CNR) et ses usines hydroélectriques à Péchiney, permettant à cette dernière, en se plaçant en concurrente d'EDF de se présenter comme privatisable des plus rentables.

Le rapport Mandil devrait être présenté à la session de printemps de l'Assemblée Nationale et inspirer une loi qui se substituerait à celle du 8 avril 1946 qui nationalisait l'EDF-GDF.

Préparer la réplique à cette menace, c'est préparer la grève générale de l'ensemble des travailleurs de l'EDF-GDF dont la manifestation du 23 novembre a témoigné de la possibilité, d'autant que la défaite que vient de subir le gouvernement Balladur a renforcé la détermination des travailleurs de cette entreprise. La préparation de la grève générale passe par la rupture des directions syndicales avec la direction de l'EDF-GDF, le gouvernement, la réalisation du Front Unique des organisations syndicales. Que font les dirigeants syndicaux ?

Le 20 janvier, les Fédérations CGT et FO de l'EDF-GDF ont appelé à "un arrêt de travail de quatre heures avec baisse de la production". Elles ont "appelé" en convergence "le personnel" à "décider d'agir massivement par un temps fort d'actions coordonnées". En clair, elles se sont efforcées d'engager le processus des mouvements disloqués. "L'Humanité" du 29 janvier informe que :

«Les salariés ont, depuis, élargi leur mouvement à Nogent comme sur l'ensemble du territoire, s'agissant de la production nucléaire et thermique. Le FNE-CGT appelle à faire du 1er février une journée nationale d'action puissante "pour le service public, les garanties collectives et le droit de grève".

LES DIFFICULTÉS DU GOUVERNEMENT BALLADUR

Le gouvernement RPR-UDF a bien besoin d'être ainsi conforté. Politiquement sa défaite a contribué à faire apparaître au grand jour des antagonismes qui déchirent la majorité RPR-UDF. La manière dont fonctionne actuellement la Ve République est en contradiction avec ses structures normales. Le président de la République élu au suffrage universel, doit être le principal détenteur du pouvoir. Actuellement ce n'est plus le cas, le premier ministre est le détenteur réel du pouvoir et le président de la République n'a qu'un rôle de deuxième ou troisième ordre. A la longue cela ne peut se maintenir ainsi. Revenir à un fonctionnement normal de la Ve République est nécessaire à la bourgeoisie. L'occasion en sera les élections présidentielles de 1995. D'ores et déjà la bagarre s'est engagée parmi les hommes politiques de la bourgeoisie en vue de cette échéance. L'affaiblissement du gouvernement Balladur a ouvert les vannes et c'est maintenant presque officiellement que Balladur et Chirac s'opposent comme candidat à la candidature RPR à la présidence de la République.

DU FRANC CFA...

Il y a surtout que la soi-disant "méthode Balladur" ne parvient plus à masquer la réalité. La prétendue "reprise" en France est restée, jusqu'à présent, dans les perspectives des instituts de conjoncture, donc on connaît la fiabilité. Le bluff sur les succès dans les négociations du GATT fait long feu. Le gouvernement Balladur a joué, sur un plan, de chance : après la crise du mois de juillet-août, le franc a retrouvé sa parité avec le mark. Cela vient surtout de la tendance de ce dernier à se déprécier. Mais manifestement ce gouvernement ne maîtrise pas pour autant la conjoncture économique. Il en est le jouet.

De plus l'impérialisme français a subi, au cours de ces dernières semaines, deux coups durs : il a été mis devant l'obligation de consentir à une dévaluation de 50 % du franc CFA ; il se heurte à propos de la Bosnie à la politique des autres puissances impérialistes, ce qui amène des dirigeants du RPR à envisager le retrait des casques bleus français.

En décidant de dévaluer le franc CFA de 50 %, le gouvernement français a cédé aux pressions de Fonds Monétaire International qui refusait de s'engager dans la zone franc d'Afrique tant que cette dévaluation ne serait pas intervenue. Jusqu'alors le gouvernement français prenait en charge la couverture des dettes des 13 pays africains participant au franc CFA. Ainsi en 1992, puis en 1993, la France a versé plus de 4 milliards de francs — dont environ les deux tiers pour la Côte d'Ivoire et le Cameroun — afin, pour l'essentiel, de rembourser des arriérés de dette au FMI et à la Banque mondiale ("Le Monde" du 20 janvier). En abandonnant son soutien au franc CFA, en ouvrant la porte à l'intervention du FMI, c'est une de ses principales positions dans le monde que l'impérialisme français commence à abandonner.

...À LA BOSNIE

En Bosnie et dans le pays de l'ex-Yougoslavie les choses ne vont pas mieux pour l'impérialisme français. L'impérialisme allemand, tout en étant partie prenante du plan Owen-Stoltenberg, veut s'implanter dans la future "Bosnie" et que le plan soit réajusté en sa faveur. Or, depuis la fin de l'été 1993 l'armée bosniaque a bénéficié d'importantes livraisons d'armes qui lui ont permis de reprendre l'initiative sur le terrain contre les forces armées croates et dans une certaine mesure serbes. Apparemment, cela ne fait pas l'affaire de l'impérialisme français qui exigent de ces partenaires que la "paix" selon le plan Owen-Stoltenberg soit imposée aux Bosniaques. Le gouvernement français a adressé une mise en demeure au gouvernement américain pour qu'il impose au Bosniaques de souscrire au plan Owen-Stoltenberg (par la même occasion qu'il impose la fin du bombardement de Sarajevo par les Serbes). Le gouvernement américain a rejeté l'exigence du gouvernement français. Il ressort de tout cela que les intérêts français, malgré ses six mille "casques bleus" français, présents en Croatie et en Bosnie n'ont plus le droit de cité. C'est dans ces conditions que parmi la bourgeoisie française et son personnel politique est posée la question de leur retrait, c'est-à-dire d'abandonner le terrain.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Incertitude économique, reflux de l'impérialisme français en Europe et dans le monde, ne peuvent qu'inciter le gouvernement Balladur, le gouvernement RPR-UDF à poursuivre et à intensifier la guerre qu'il poursuit contre le prolétariat et la jeunesse. Ce n'est certainement pas la proximité des élections à la présidence de la République qui la ralentira.

De ce point de vue, tout se présente différemment de la façon dont se présentaient les élections présidentielles de 1981. Avant 1981 la possibilité d'une majorité sur le nom d'un candidat du PS au deuxième tour des élections présidentielles était réelle. Les masses ont estimé que la concrétisation de cette possibilité permettrait que soit constitué un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF, répondant à leurs besoins et à leurs espérances. En 1988 cette possibilité s'est renouvelée.

Précisément parce que, ayant accédé au pouvoir, Mitterrand, le PS, épaulés par le PCF et les appareils syndicaux, ont formé des gouvernements bourgeois qui ont pris en charge la gestion de la société bourgeoise en crise, l'aboutissant ce fut le désastre électoral que le PS a subi en mars 1993 et la nouvelle chute du PCF, la majorité en voix aux partis bourgeois, l'élection d'une majorité écrasante de députés du RPR et de l'UDF, la constitution du gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur. Le scénario du 1981 et sa répétition de 1988 ne se renouvelleront pas en 1995. L'élection présidentielle, si d'ici là le développement de la lutte de classe du prolétariat ne modifie pas radicalement les rapports entre les classes et les rapports

politiques, sera une affaire entre organisations, partis bourgeois, hommes politiques de la bourgeoisie.

LA POLITIQUE DE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES

Aujourd'hui le prolétariat et la jeunesse ne peuvent mettre en cause le gouvernement Balladur, la majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale qu'en utilisant les moyens et les méthodes de classe du prolétariat. Cela présente d'une certaine façon plus de difficultés politique a priori que lorsque les élections pouvaient ouvrir une perspective aux masses exploitées. Mais il ne faut pas oublier qu'en dernière analyse la force du gouvernement Balladur, de la majorité RPR-UDF ne provient pas de la force intrinsèque de la bourgeoisie, mais du désarroi politique du prolétariat et de la jeunesse en raison de la politique pratiquée par le PS et le PCF et les appareils syndicaux. Dès que le gouvernement Balladur est confronté à un puissant mouvement de masse il louvoie, manœuvre en retrait sans pour autant modifier son orientation fondamentale.

Un puissant mouvement du prolétariat modifierait en dépit de la majorité RPR-UDF l'équilibre politique instable actuel. C'est ce qu'a montré le mouvement qui a abouti au retrait de la loi Bayrou. Il a également montré quels étaient les rapports qui s'établissaient entre les masses et les partis ouvriers traditionnels ainsi qu'avec les appareils syndicaux, lorsque les premières se mettent en mouvement — utilisation de ces organisations, antagonismes, contradictions. Il a dégagé les conditions concrètes dans lesquelles doit s'appliquer la politique de Front Unique des organisations ouvrières lorsque le prolétariat et la jeunesse engagent le combat.

Le mouvement qui a contraint Balladur à renoncer à la loi Bayrou confirme qu'il faut :

- Formuler clairement l'exigence que les organisations politiques de la classe ouvrière, les appareils syndicaux rompent avec la bourgeoisie, son gouvernement, que les masses leur imposent cette rupture ;
- formuler clairement la nécessité du Front Unique des organisations ouvrières (partis et syndicats) ;
- combattre avec les masses contre les appareils sur cette ligne du Front Unique des organisations ouvrières ;
- montrer que le Front Unique des organisations ouvrières apporterait la réponse politique à la question du gouvernement, dont le prolétariat et la jeunesse ont besoin.

Les partis ouvriers traditionnels, les appareils syndicaux ne changeront pas de nature quels que soient les pas qu'ils peuvent être obligés de faire, mais dans cette lutte politique se réuniront les conditions de la reconstruction, sur un nouvel axe, du mouvement ouvrier dont celle de la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Le 7 février 1994

LES ENSEIGNEMENTS DES ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS PARITAIRES

Les personnels enseignants ont désigné en décembre leurs délégués aux Commissions paritaires. Les résultats permettent de tirer trois enseignements importants.

1°/ La participation au scrutin s'établit aux environs de 70 % des inscrits (sauf dans le supérieur où elle n'atteint pas 36 %, ce qui est habituel). Une constatation s'impose immédiatement : ce pourcentage est du même ordre qu'en 1990, avant la destruction de la FEN. Il est même en progression chez les instituteurs. Ce résultat contredit la baisse de participation que cette destruction laissait augurer. La longue tradition de forte participation tenant au maintien de l'unité syndicale depuis 1948 ne peut suffire à expliquer le relatif petit nombre d'abstentions.

On peut affirmer que quelques mois plus tôt, l'éclatement de la FEN ajoutant ses effets au désarroi général de la classe ouvrière après les élections législatives aurait élevé considérablement le nombre des abstentionnistes. Que ce ne soit pas le cas aujourd'hui ne peut être compris qu'en relation avec ce qui s'est manifesté ces derniers mois dans la classe ouvrière (Air France, Télécoms, SNCF...) et chez les enseignants eux-mêmes : dès juin, au congrès du "Syndicat des Enseignants", puis par leur mobilisation contre la loi Bayrou.

Les élections professionnelles ont constitué un moment dans leur recherche de la voie de la résistance au gouvernement et de l'affrontement avec celui-ci. Ils se sont saisis de ces élections pour se tourner, une fois de plus, vers leurs organisations syndicales, comme point d'appui, et de façon d'autant plus chargée de sens aujourd'hui qu'ils l'ont fait malgré la division que la destruction de la FEN y a instaurée.

Cela ne signifie pas qu'ils fassent plus confiance aujourd'hui qu'hier aux dirigeants responsables de cet éclatement. Dans le mouvement de leur mobilisation contre le gouvernement RPR-UDF, pour l'abrogation de la loi Bayrou, ils ont également pris appui sur leurs organisations syndicales, alors que les directions de l'ex-FEN, de la FSU, du PS et du PCF faisaient tout ce qui leur était possible pour protéger le gouvernement, malgré cette mobilisation qu'ils n'ont pu éviter. Par leur importante participation aux élections paritaires se manifestaient les prémisses de ce mouvement,

pour l'engagement du combat contre Bayrou, contre le gouvernement et non pour la politique des direction traîtres.

2°/ Un second caractère apparaît au vu des chiffres qui suivent. Le "Syndicat des enseignants" (SE-FEN) prétendait réunir en son sein tous les enseignants des premier et second degrés (écoles, collèges, lycées, LP, éducation physique...). Or, dans les lycées et les collèges (catégories certifiés, agrégés, conseillers d'éducation...), il n'obtient que 4,02 % contre 56,7 au SNES ; dans les Lycées professionnels, 9,13 % contre 42,12 au SNETAA (23 % à la CGT, score habituel) ; chez les professeurs d'éducation physique 6,74 % contre 80, 34 % au SNEP ; chez les chargés d'enseignement en EPS (où le SNEEPS-FEN tenu par UID réalisait jusqu'ici 85 % des voix) 36,45 % contre 52,3 au SNEP. Cela signifie que les enseignants concernés se sont massivement tournés vers les syndicats de catégorie que leur propose le FSU, et ont refusé le magma du SE dans lequel les dirigeants UID ont voulu effacer le "corporatisme" des syndicats nationaux. Ce choix est même perceptible chez les instituteurs où l'ex-SNIPegc, avec 36,7 % des voix, ne cède "que" 27,6 % au SNUIPP-FSU (33 % contre 22 % chez les PEGC)/.

L'éditorial de Barbarant, secrétaire général du SE débutait, le 29 décembre par : *«Nous n'avons pas atteint l'objectif que nous nous étions fixé. Il nous faut reprendre nos marques"*... Aveu d'un échec devant lequel aucun maquillage n'est possible.

3°/ Les résultats globaux font apparaître actuellement la FSU, dirigée par l'ancienne tendance UA de la FEN, comme la première fédération syndicale enseignante : ses syndicats atteignent 38,6 % dans le primaire et secondaire pris ensemble, où le SE ne dépasse pas 23,6 %. Ils sont en tête dans toutes les catégories sauf celle des instituteurs, désormais la plus profondément divisée. Les syndicats FO restent par ailleurs marginalisés avec des scores se situant entre 3,4 et 10 % au maximum, conséquence persistante de l'opération qui les marque depuis 1983 comme des syndicats de division.

Bien que les dirigeants des tendances UA et UID se soient mutuellement prêtés main-forte pour aboutir à sa destruction, il semble clair qu'aux yeux de la plus grande partie des enseignants ce sont ces derniers qui en portent la principale responsabilité, à travers les exclusions qu'ils ont formellement prononcées, en même temps qu'ils liquidaient le droit de tendance. Le vote des enseignants s'est majoritairement tourné vers une organisation qui pour pouvoir se constituer, a formellement maintenu (provisoirement sans doute et en y faisant maintes entorses) ce droit. Les dirigeants du SNIPegc, pour constituer le "SE", ont sabordé eux-mêmes le SNIPegc, héritier du syndicalisme instituteur, construit à travers des décennies de combat. Le vote des instituteurs est un désaveu de cette destruction : près de 30 % des votants lui ont tourné le dos, et voté pour le SNUIPP-FSU qui, pour se constituer, s'est présenté comme le continuateur de l'ancien SNI.

A cet égard, ce que les enseignants ont exprimé à travers ces élections, avec les moyens dont ils disposaient, c'est un désaveu de la division et une aspiration profonde au Front Unique.

ON NOUS COMMUNIQUE

Jeudi 3/2/94, 72 travailleurs des Télécoms avaient déjà signé le texte suivant adressé aux bureaux des fédérations syndicales des Télécoms :

ADRESSE AUX DIRIGEANTS NATIONAUX DES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, FO, CFDT, SUD

Prononcez-vous dans l'unité, pour le retrait des reclassifications.

Assez de négociations, assez de dialogue social !

Boycottez toutes les instances de participation.

Rompez avec le gouvernement !

Assez d'actions disloquées !

Dans l'unité, décidez la grève générale.

LE TRACT SUIVANT A ÉTÉ COMMUNIQUÉ À CPS QUI A DÉCIDÉ DE LE PUBLIER

LA SECTION SYNDICALE FORCE OUVRIERE - LIGNE 6

À la réunion mensuelle des délégués du personnel du 18 janvier 1994, les délégués appartenant à la section FORCE OUVRIERE Ligne 6 ont fait la déclaration suivante :

«Au nom de la loi quinquennale (dite) pour l'emploi, la Direction de la RATP annule les élections des Délégués du Personnel (DP) prévues le 25 janvier 1994 et proroge le mandat des élus jusqu'en décembre 1994, date de l'élection des représentants du personnel au Comité d'Entreprise.

Bafouant le statut, la Direction applique la politique que lui dicte le gouvernement, elle met en application la loi quinquennale (dite) pour l'emploi.

- **Loi organisant la liquidation des principaux acquis de la classe ouvrière.**
- **Loi permettant une offensive généralisée contre les travailleurs y compris ceux de la RATP.**

La signification de l'annulation des élections des DP, c'est l'application dans sa totalité de la loi quinquennale (dite) pour l'emploi à la RATP, c'est l'ouverture de la remise en cause des droits et avantages acquis des travailleurs de la RATP»

La section syndicale FORCE OUVRIERE Ligne 6 regrette que les délégués appartenant aux autres sections syndicales n'aient pas :

- soit présenté un texte similaire,
- soit repris à leur compte cette déclaration.

La section syndicale FORCE OUVRIERE Ligne 6 attire l'attention de l'ensemble des agents sur le fait que se trouve vérifiée l'appréciation qu'elle a défendue en toutes occasions :

"IL FAUT EN FINIR AVEC LA PARTICIPATION AUX ORGANISMES MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT ET LA DIRECTION QUI LES AIDE À PEAUFINER LEUR POLITIQUE ET LEUR PERMET DE L'APPLIQUER"

La décision prise par la Direction de la RATP, sous directive du gouvernement, d'appliquer à la RATP la loi quinquennale (dite) pour l'emploi constitue un saut qualitatif dans l'implication des organisations syndicales à la politique de participation.

Cette décision signifie que prévaut désormais à la Régie sur tous les acquis, le statut, les mesures contenues dans cette loi dont : "la participation à l'application de la politique du gouvernement relayée par la Direction de la RATP".

PAS UN PAS DE PLUS DANS LA PARTICIPATION AUX ORGANISMES MIS EN PLACE À CET EFFET PAR LE GOUVERNEMENT ET LA DIRECTION DE LA RATP
RETRAIT DES RESPONSABLES SYNDICAUX DE TOUS CES ORGANISMES

Tel est l'appel que lance la section FORCE OUVRIERE Ligne 6 aux responsables de toutes les organisations syndicales du sommet à la base.

La section syndicale FORCE OUVRIERE Ligne 6 estime de la plus grande urgence que les responsables des organisations syndicales se réunissent au sommet pour :

- **ENSEMBLE ROMPRE** avec la politique de participation.
- **ENSEMBLE DÉNONCER** la décision du gouvernement et de la direction d'appliquer à la RATP la loi quinquennale (dite) pour l'emploi.
- **ENVISAGER EN COMMUN** les moyens de s'opposer à cette décision et d'appeler le personnel de la RATP à se mobiliser dans son ensemble pour s'y opposer.

Paris, le 25 janvier 1994

RENTRÉE UNIVERSITAIRE :

LES ÉTUDIANTS FACE AU GOUVERNEMENT BALLADUR-BAYROU-FILLON

LE GOUVERNEMENT À L'ŒUVRE...

Dés son entrée en fonction, le gouvernement a cherché à réaliser à l'Université comme partout ailleurs le programme ultra-réactionnaire de la majorité UDF-RPR. Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, ce programme peut se résumer en ces termes : détruire ce qu'il reste de l'Université publique à caractère national; instaurer des "universités libres et concurrentielles". Le modèle avoué de la majorité UDF-RPR, c'est que se constituent des universités privées "à l'américaine".

Dans ce domaine, pour la bourgeoisie française, il y a urgence. L'Université telle qu'elle est aujourd'hui en France représente un handicap par rapport à la situation qui prévaut chez ses concurrents en Allemagne, au Japon, aux États-Unis ou encore en Grande-Bretagne. L'enseignement supérieur coûte trop cher : les étudiants sont trop nombreux et étudient trop longtemps. Bien que des coups importants aient été portés par les gouvernements précédents, la plupart des diplômes restent à caractère national et sont de ce fait un obstacle permanent au combat des capitalistes pour abaisser le coût de la force de travail. Enfin, bien qu'ayant été accrues, les possibilités pour le patronat de contrôler le contenu de l'enseignement afin de l'adapter toujours plus étroitement à ses besoins immédiats, en fonction de la conjoncture économique, restent trop limitées. Pour le capitalisme français en crise, l'objectif, c'est la destruction totale de l'Université telle qu'elle est actuellement.

... LE PROJET DE LOI FILLON

Au mois de juin, le ministre de l'enseignement supérieur, F. Fillon, donnait son aval à un projet de loi déposé par treize députés du RPR et de l'UDFC, avec l'accord de l'UDF. "Le Monde" du 12 juin 1993 commentait :

> *"A l'évidence, l'expérience malheureuse d'Alain Devaquet aura porté ses fruits. L'actuelle proposition de loi est beaucoup plus habile. D'origine parlementaire, elle évite une personnalisation toujours dangereuse du projet."*

De plus, encore "plus habilement", le projet était présenté par ses auteurs comme n'ayant pour but que "de rechercher des assouplissements de la législation applicable aux établissements" ("Le Monde" du 12/06/1993). Mais dans les faits, le projet de loi représentait une initiative d'une grande portée. Lors de sa discussion à l'Assemblée nationale le 24 juin, "Le Monde" constatait :

> *"La proposition de loi vise trois objectifs : généraliser les possibilités de dérogation aux règles de fonctionnement des universités; supprimer la limitation de la durée des expériences; en étendre le champ d'application. Comme en 1986, sous le ministère d'Alain Devaquet, elle revient à modifier sensiblement la loi Savary, mais de manière plus habile."* ("Le Monde" du 26/06/1993)

La loi Savary, de janvier 1984, est une loi réactionnaire. Dans la continuité de la loi Faure de 1968, elle accentue considérablement les possibilités d'amplifier l'autonomie des universités. C'est en s'appuyant sur la loi Savary, loi participationniste comme la loi Faure, que, depuis 1984, les gouvernements successifs ont porté des coups importants contre les étudiants et les enseignants du supérieur : plan "université 2000", multiplication des établissements à statut dérogatoire, développement tous azimuts d'"expérimentations" dont le point commun est l'instauration de nouvelles formations de plus en plus contrôlées par le patronat, réforme des DEUG... Mais au regard des objectifs du gouvernement Balladur, la pourtant très réactionnaire loi Savary constitue un frein. Au compte de la bourgeoisie, Fillon doit aller qualitativement plus loin. A propos du projet de loi Fillon, "Le Monde" du 26/06/1993 ajoutait :

> *"Il est pourtant clair que ce texte permet d'ouvrir la voie à une modification en profondeur du fonctionnement des universités puisqu'il permet, à la fois de remodeler l'organisation institutionnelle des établissements et de sortir du régime financier actuellement en vigueur. Le pouvoir et l'argent, en somme. Une broutille!"*

Comme l'ensemble de la politique du gouvernement Balladur, la loi Fillon impliquait, pour son application, une nouvelle amplification de la participation des dirigeants syndicaux. Il était prévu que seules les universités qui en feraient la "demande", par l'intermédiaire de leur conseil de gestion, seraient autorisées à déroger à la loi Savary.

Le conseil constitutionnel a annulé, le 28 juillet, la loi adoptée par le Parlement, sans en remettre toutefois en cause le bien-fondé. Le gouvernement décidait alors de faire le dos rond. Mais il n'a en aucun cas renoncé à son objectif. Depuis, il n'a cessé de jeter des jalons pour l'atteindre. "Le Monde" du 16 octobre 1993 informait :

> *"Présidant, jeudi 14 septembre, la conférence de rentrée de l'Institut catholique de Lyon, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a répondu à l'attente de son chancelier, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon... M. Fillon a annoncé un rattrapage des aides de l'Etat dès 1994, à un niveau que, selon lui, la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale s'apprête à relever*

au-delà des prévisions... Pour confirmer cet engagement, il a annoncé la création prochaine d'un conseil national de l'enseignement supérieur privé."

En présentant le budget de l'enseignement supérieur devant l'Assemblée nationale, le 15 novembre 1993, F. Fillon réaffirmait, que pour le printemps, *"une vraie réforme permettant l'expérimentation à l'université"* ("Libération" du 17/11/1993) serait présentée. *"Après avoir, au cours de l'été envisagé de reporter l'examen de ce dernier après 1995, le ministre paraît donc désormais décidé à ne pas renoncé à cette revendication permanente de sa majorité, importante jusqu'à l'obsession de casser le cadre de la loi Savary."* ("Le Monde" du 18/11/1993)

LE BUDGET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Faute de mieux dans l'immédiat, le gouvernement a cherché à exploiter au mieux les possibilités laissées par la loi Savary. Il a encouragé les conseils d'universités à poursuivre la mise en oeuvre de la réforme des DEUG. Il a réaffirmé la nécessité de mener à bien le plan "université 2000" et la continuité de la politique des contrats quadriennaux. Mais la mise en oeuvre de ces orientations et leurs effets sur les conditions d'études des masses étudiantes vont être considérablement aggravés par le contenu du budget de l'enseignement supérieur.

Ce budget constitue une véritable agression contre les étudiants et les enseignants. La régression des moyens consacrés par l'Etat à l'enseignement supérieur, si l'on considère par ailleurs l'augmentation sensible du nombre d'étudiants, est significative. Dans un premier temps, elle a eu pour conséquence immédiate la remise en cause de l'octroi des miettes lâchées par les gouvernements précédents pour faciliter l'application par les conseils d'universités de leur politique réactionnaire. Devant la conférence des présidents d'université, le 9 novembre, F. Fillon déclarait que les engagements de l'Etat découlant des contrats quadriennaux avec une cinquantaine d'établissements ne pourraient être tenus. Il précisait : *"L'engagement contractuel pour les emplois sera de nature qualitative (sic!)... nous réserverons les emplois aux universités sous-encadrées, ou pour les ATOS, à celles capables de démontrer qu'elles n'ont pas une politique laxiste en matières d'horaires."* ("Le Monde" du 11/11/1993). "Le Monde" commentait :

"En outre, le ministre, en annonçant qu'il fondera la répartition des emplois sur le seul critère du sous-encadrement relatif, laisse entendre qu'il pourrait procéder à des "redéploiements" au détriment des universités les mieux encadrées. Même modeste, un tel mouvement risque de provoquer de très sérieux grincements de dents." ("Le Monde" 11/11/1993)

PAS DE PETITES ÉCONOMIES

Pour le gouvernement Balladur et la majorité UDF-RPR, il n'y a pas de petites économies. Dans son entretien avec "Le Monde", publié le 10 juin, F. Fillon annonçait son intention de s'attaquer à ce qu'il reste des oeuvres universitaires et du système des bourses. Il déclarait :

"L'élargissement de la base sociale des étudiants rend de plus en plus nécessaire une politique de soutien. C'est une priorité. Le rapport demandé à M. Prévot (directeur du CROUS - NDLR) *n'est pas bouclé, mais les grandes lignes de la réflexion sont claires. La première idée est que les moyens de l'Etat doivent être concentrés sur les étudiants qui en ont le plus besoin. Or il existe des dispositifs, comme l'allocation logement, qui donnent lieu à des abus. Il est indispensable d'introduire des critères sociaux d'attribution de cette aide au logement, aussi bien par équité que par réalisme, car l'Etat ne pourra pas assumer longtemps cette charge."*

La "première idée" est en fait une vieille idée de tous les gouvernements bourgeois cherchant à remettre en cause les acquis des étudiants en matière d'oeuvres universitaires. Il s'agit de substituer, toujours plus à "l'aide indirecte" dont peuvent bénéficier tous les étudiants, par exemple les restaurants universitaires, "l'aide directe" attribuée sur des "critères sociaux". Depuis trente ans, les oeuvres universitaires gérées par les CROUS se sont considérablement dégradées. Aujourd'hui, moins de 10% des étudiants disposent d'un logement par l'intermédiaire du CROUS; à l'origine l'Etat finançait 60% du coût d'un repas en restaurant universitaire : actuellement le rapport est inversé en défaveur des étudiants. Chez les étudiants, comme ailleurs, ce gouvernement entend substituer la pratique généralisée de la charité aux acquis conquis par le prolétariat et la jeunesse.

Sans attendre les conclusions de M. Prévot, F. Fillon annonçait dès le 27 septembre une "réforme" de l'Allocation Logement Social (ALS), mesure prise en 1991 par le gouvernement dans lequel L. Jospin était ministre de l'éducation nationale, et qui n'était qu'un ersatz face à la dégradation des oeuvres universitaires. Cette réforme aboutissait à réduire d'une manière draconienne les conditions d'attribution d'une allocation logement dont bénéficient près de 350 000 étudiants. L'ALS à taux plein (environ 1000Frs) devait être dorénavant réservée aux étudiants boursiers; la réduction pouvant atteindre les deux tiers pour les autres bénéficiaires en fonction du revenu des parents.

"LES COMPTEURS ONT EXPLOSÉ"

C'est ainsi que "Le Monde" du 16/10/1993 commentait la rentrée universitaire. Cette rentrée a été marquée par un nouvel accroissement du nombre d'étudiants qui dépasse maintenant deux millions pour l'ensemble de l'enseignement supérieur. L'effectif des universités, y compris les IUT, dépasse 1,4 millions; s'y ajoute celui des Sections de Techniciens Supérieurs (STS), soit près de 300 000 étudiants, ceux des classes préparatoires aux grandes écoles et des écoles d'ingénieurs et de commerce, et, enfin, ceux des établissements divers (écoles d'art et d'architecture, écoles paramédicales et sociales, etc...). Au grand désespoir de la bourgeoisie, l'augmentation du nombre des étudiants est la plus importante dans l'université classique et une très grande proportion d'étudiants initialement engagés dans les filières courtes (IUT,

STS) cherche à poursuivre des études en rejoignant des filières universitaires classiques.

Au-delà de l'aspiration de la jeunesse au savoir et à la culture, ce phénomène est l'expression du fait que la grande majorité des étudiants a conscience que dans la société capitaliste en crise, ce qui l'attend, c'est le chômage, ou au mieux les "petits boulots" déqualifiés et sous-payés. Elle aspire à obtenir une qualification sanctionnée par un diplôme le plus élevé possible.

Cette aspiration se heurte de plein fouet à la politique du gouvernement Balladur et de la majorité UDF-RPR à l'Assemblée nationale. La société capitaliste décadente n'a aucune place à offrir à la grande masse des étudiants. Du fait des rapports politiques entre les classes, la bourgeoisie reste incapable de limiter l'accès à l'enseignement supérieur, d'où l'augmentation massive du nombre d'étudiants (plus 800 000 depuis la rentrée 85-86). Par contre elle a réussi à aggraver considérablement les conditions d'études. *"C'est ainsi, pour ne citer que quelques exemples, qu'à Tours, les 800 étudiants en première année de psychologie doivent travailler dans les mêmes installations que les 500 de l'an dernier. Ou que le campus d'Aix en accueille 20 000 avec une capacité de 800."* ("L'Humanité" du 15/11/1993). La situation ainsi décrite vaut pour l'ensemble des universités : partout le manque de locaux et leur délabrement, le sous-encadrement par manque d'enseignants, la pénurie généralisée de moyens pour les travaux dirigés et pratiques et dans les bibliothèques. Les "universités nouvelles" récemment créées sont largement insuffisantes pour faire face à l'augmentation des effectifs; ce sont pour la plupart des universités en carton-pâte dont les équipements sont réduits au minimum.

LES DIRIGEANTS DE L'UNEF-ID ET DE L'UNEF-SE...

Les 9 et 10 octobre se tenait le Comité National de rentrée de l'UNEF-ID. En ce qui concerne la politique universitaire du gouvernement Balladur, la direction se contentait de constater :

> *"Il faut donc retenir que ce budget marque un coup d'arrêt dans la politique de priorité donnée à l'enseignement supérieur."*

Présentant l'annulation de la loi Fillon comme une victoire due à son action vis-à-vis des présidents d'universités, elle se situait en défense de la loi Savary. Elle assurait qu'il était acquis qu'il n'y aurait pas de nouveau projet de loi avant les présidentielles de 1995. Les dirigeants de l'UNEF-ID concentraient leurs "attaques" contre la politique du gouvernement sur la question de la réforme de l'ALS, aspect important mais pas le plus important des coups portés contre les étudiants. Ils demandaient : *"le retrait immédiat de cette réforme de l'ALS et la tenue d'une table ronde entre les étudiants et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche"*. Fondamentalement, leur orientation se situait sur une ligne de refuser d'engager le combat contre le gouvernement Balladur. Ils s'interrogeaient : *"Comment ne pas reconnaître que les universités sont de lourds navires peu adaptés aux impératifs d'un enseignement de masse et de qualité?"*. Quant à l'opposition à la direction, la tendance Indépendance et Démocratie, se situait sur la même ligne que la direction. Elle proposait comme perspective d'action d'*"organiser le harcèlement institutionnel"*, tout en demandant *"au ministre de l'enseignement supérieur de revoir sa proposition de budget"*.

De son côté, l'UNEF-SE préparait son 76ème congrès qui s'est tenu du 11 au 13 novembre 1993. Les textes d'orientations soumis à la discussion tant par la direction PCF que par la minorité regroupant les militants de la LCR et les refondateurs-reconstructeurs ont un point commun : ils proposent d'organiser le combat contre... les gouvernements qui ont précédé le gouvernement Balladur.

...ENGAGÉS TOUJOURS PLUS LOIN DANS LA PARTICIPATION

Le refus des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE de rompre avec le gouvernement et d'engager le combat contre lui se concrétise par leur engagement toujours plus poussé dans la participation, l'un des axes de la politique réactionnaire de la majorité UDF-RPR. Ils répondent ainsi favorablement aux appels répétés de Balladur et de ses ministres qui savent que sans la participation des appareils syndicaux, ils ne pourraient appliquer leur programme contre les masses.

Tout en continuant à siéger dans les conseils de gestion à tous les niveaux, où ils appliquent le budget et les "réformes" du gouvernement tout en participant à leur élaboration, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE indiquent qu'ils sont prêts à aller plus loin encore dans la participation. Les dirigeants de l'UNEF-ID proposent :

"L'autonomie des établissements ne peut-elle pas devenir une vraie gestion tripartite s'opposant à l'autonomie anti-démocratique actuelle qui est avant tout la reproduction locale d'une "monarchie présidentielle." Par ailleurs, ils se déclarent partie prenante dans l'application de la "loi quinquennale (dite) pour l'emploi" qu'ils ont appréciée en ces termes : *"A l'heure où les pouvoirs publics se penchent sur le problème numéro un des Français à travers le plan quinquennal pour l'emploi et la formation, il est urgent que notre organisation syndicale fasse entendre sa voix"*.

Pour les dirigeants de l'UNEF-SE, il en est de même. Leur engagement à fond dans la participation reçoit le plein soutien de ceux de la LCR qui dans une contribution au débat pour le 76ème congrès expliquent : *"Boycotter les conseils comme certains le préconisent encore est une attitude irresponsable et irrespectueuse vis-à-vis des étudiants qui ont accepté de donner leurs voix aux listes UNEF... Bien sûr, l'UNEF ne doit pas être un syndicat gestionnaire de la crise, du manque de moyens budgétaires, du manque de consultation étudiante. Ainsi les élus UNEF votent la plupart du temps (sic!) contre les budgets..."*. Il est vrai qu'en matière de respect des étudiants, les militants de la LCR s'y connaissent. Dans la même contribution, ils écrivent : *"L'étudiant d'aujourd'hui n'est plus que le consommateur passif d'un savoir... Il est absurde de se gargariser d'une augmentation de la participation électorale alors que l'abstention est encore de l'ordre de 90%"*.

L'EXPLOSION DE NANTES

Les conditions de la rentrée universitaire d'octobre ont provoqué un sentiment d'exaspération dans la grande masse des étudiants. Le manque de locaux, de moyens et de professeurs est leur préoccupation première. Loin de répondre à cette préoccupation, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE concentrent leur intervention sur la réforme de l'ALS contre laquelle ils font signer de multiples pétitions. Mais ils font silence sur les conditions de la rentrée et le projet de budget du gouvernement. Responsablement, dans les conseils de gestion, ils "assument" la rentrée.

A Nantes, dès le 18 octobre, devant le manque de locaux, les enseignants ont refusé d'assurer les travaux dirigés. Fin octobre, à plusieurs reprises plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté sur le mot d'ordre : *"Des profs et des locaux"* ("Le Monde" du 30 octobre 1993).

Devant cette agitation, F. Fillon renonçait à l'inauguration en grande pompe de nouveaux locaux aux facultés de Lettres et de Sciences. Le 2 novembre une assemblée générale de plus de 1000 étudiants décidait la grève générale et la constitution d'une "coordination inter-facs" pour la ville de Nantes. Les dirigeants de l'UNEF-ID étaient débordés. Ils soupiraient : *"On nous reproche de faire de la récupération alors que la campagne sur l'ALS a été lancée il y a un mois, avant le mouvement. C'est dommage, ça concerne tous les étudiants"*. "Libération" du 3 novembre 1993 précisait : *"Le retrait de cette réforme figure donc dans les revendications, mais après la demande de crédits d'urgence pour la rentrée, la liberté d'inscription dans la filière de son choix..."*. "Le Monde" du 6 novembre précisait : *"Les étudiants semblent en plein désarroi, (...) intarissables sur les groupes de travaux dirigés "à quatre-vingts" et les "amplis bondés", mais relativement indifférents aux tentatives des deux UNEF de faire rebondir le mouvement sur le problème de l'aide sociale"*.

Le 4 novembre, plusieurs milliers manifestaient à Nantes.

LE GOUVERNEMENT INQUIET

L'explosion de Nantes était l'expression d'une tension générale dans toutes les universités. Après avoir reçu le président de l'UNEF-ID le 27 octobre 1993, F. Fillon a cherché à manoeuvrer pour désamorcer le mouvement qui risquait de se développer d'autant plus que le vote du budget de l'enseignement supérieur était prévu le 15 novembre à l'Assemblée nationale. La grève générale des étudiants de novembre-décembre 1986 hantait les esprits du ministre et des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE.

Le 3 novembre, à l'Assemblée nationale, F. Fillon annonçait qu'il renonçait à l'essentiel de la réforme de l'ALS.

LES DIRIGEANTS VEILLENT AU GRAIN...

Dans le courant de la deuxième semaine de novembre, les dirigeants de l'UNEF-ID tout en criant victoire sur la réforme de l'ALS, se sont efforcés de prendre les devants de concert avec ceux de l'UNEF-SE. Dans plusieurs villes universitaires ils ont pris l'initiative de manifestations et de journées d'action diverses. "Le Monde" du 11 novembre indiquait : "A Nantes, d'où est parti le mouvement, le 9 novembre, 4000 étudiants ont défilé dans le centre ville. Ils étaient 5000 à Toulouse, 2500 à Rouen, 2000 à Caen, 600 à Bordeaux...". Mais à l'exception de Nantes, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE ont pu contrôler totalement ces manifestations.

De par leur orientation, ils ont pu en limiter l'ampleur. Au lieu de centraliser le combats des étudiants sur le mot d'ordre "Des locaux, des professeurs, des moyens pour étudier" sur une ligne d'affrontement avec le gouvernement Balladur et de s'engager ainsi dans la voie qui a permis d'infliger une défaite au gouvernement Chirac en 1986, ils se sont situés sur la ligne d'obtenir du gouvernement un "bon budget". Ils ont réussi à laisser dans l'isolement les étudiants nantais en grève.
Le 15 novembre, l'UNEF-ID et l'UNEF-SE ont appelé à un simulacre de manifestation nationale devant l'Assemblée nationale sur la ligne :

> *"Nous exigeons d'autres choix : une loi de programmation pour que l'éducation soit une priorité... nous pouvons gagner un autre budget."*

C'était tout simplement demander l'aumône auprès des députés bourgeois réactionnaires et du gouvernement. Face à cette orientation, le gouvernement n'avait rien à craindre car la pratique de la charité - catholique de préférence, c'est sa spécialité.

> *La manifestation du 15 novembre a été un échec. Elle a rassemblé au plus 10 000 étudiants à Paris; ce jour-là, il n'y eut pas de manifestation significative en province. A propos de la manifestation du 15 novembre, "Le Monde" du 17 novembre notait :*

"Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche était gentiment traité de "filou" et Nicolas Sarkozy épinglé sur l'indicatif Casimir, petit dinosaure héros d'une série télévisée. Quand au nom d'Edouard Balladur, il affleurait à peine au hasard des rengaines un peu fatiguées..."

"Libération" du 16 novembre ajoutait :

> *"Pendant ce temps, c'est dans la moindre agitation que l'Assemblée nationale a adopté le budget de l'enseignement supérieur. François Fillon en a profité pour annoncer la tenue d'une "table ronde sur le plan social étudiant" à laquelle seront notamment conviés les syndicats. Elle examinera les conditions d'études et de vie dans les universités."*

A partir du 17 novembre, la grève des étudiants de Nantes prenait fin. Pour la forme, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE convoquaient pour le 19 novembre une "coordination nationale" qui ne devait jamais se tenir.

ENCORE ET TOUJOURS : À BAS LA PARTICIPATION

Avec la complicité des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE, le gouvernement a réussi à faire avaler aux étudiants la rentrée universitaire. Ils ont réussi une nouvelle fois à liquider la possibilité que les étudiants engagent le combat contre le gouvernement.

La majorité UDF-RPR n'a pas renoncé, un peu plus tôt, un peu plus tard, à mettre en pièces l'enseignement public universitaire. Les étudiants doivent se préparer à de nouvelles offensives. F. Fillon l'a clairement annoncé en déclarant qu'une réforme était inévitable. Quand? Personne ne peut le dire. Mais c'est une certitude, le gouvernement devra recevoir le soutien sans limite des dirigeants syndicaux pour affronter les masses étudiantes. La manifestation du 16 janvier l'a encore montré : l'application du programme de la majorité UDF-RPR nécessite que les dirigeants syndicaux s'engagent encore plus loin dans la participation.

Les étudiants ne pourront renouer avec la victoire comme en 1986, que s'ils engagent le combat contre le gouvernement pour le battre.

C'est sur cette orientation qu'il faut se rassembler. C'est sur cette orientation qu'il faut s'organiser pour imposer aux dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE de rompre avec le gouvernement et d'en finir avec la participation.

18 janvier 1994.

NOUVEAUX COUPS CONTRE LES MASSES PALESTINIENNES

Le 13 septembre 1993, les télévisions du monde entier pouvaient filmer la poignée de mains qualifiée d'"historique" entre Itzhak Rabin, chef du gouvernement israélien et Yasser Arafat, principal dirigeant de l'OLP. Cette poignée de mains, l'accord que les deux protagonistes paraphent signifient que l'OLP, organisation de Libération de la Palestine, renonce officiellement à tout combat pour la Libération de la Palestine. Pour les masses palestiniennes, la signature de cet accord constitue un nouveau coup; les points de cet accord, s'ils devaient être appliqués, seraient à leur tour autant de coups supplémentaires.

UN ACCORD DE TRAHISON

Le cadre de cet accord est fixé par le préambule:

> *"Le gouvernement de l'État d'Israël et l'équipe palestinienne (de la délégation jordano-palestinienne à la conférence de paix sur le Proche-Orient) ("la délégation palestinienne") représentant les Palestiniens, sont d'accord qu'il est temps de mettre fin à des décennies de confrontation et de conflit, de reconnaître leurs droits légitimes et politiques mutuels, de s'efforcer de vivre dans la coexistence pacifique, la dignité et la sécurité, et d'aboutir à un accord de paix juste, total et durable ainsi qu'à une réconciliation historique dans le cadre du processus politique agrée".*

D'emblée, les délégués palestiniens reconnaissent le droit à l'existence et à la sécurité de l'État d'Israël; celui-ci n'a à reconnaître ni "peuple" palestinien ni droit à un "État" palestinien, ne serait-ce que sous la forme d'un État-croupion de Cisjordanie comme le demandait Arafat.

L'article premier fixe le but des négociations:

> *"Dans le cadre actuel du processus de paix au Proche-Orient (...) établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le conseil élu (le "Conseil") pour les palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans et menant à un arrangement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU"*

Chaque mot a été soigneusement pesé, longuement négocié; Arafat avait, durant une époque, exigé un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza: c'était déjà une capitulation, la renonciation au combat pour libérer "toute" la Palestine. Ici, outre le fort long délai (jusqu'à cinq ans de période transitoire), il ne s'agit même pas d'aller vers un micro-État mais vers "un arrangement permanent", formule qui en soi ne veut rien dire; les mots suivants en donnent la clef : "établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie (...) pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza" et non "pour la Cisjordanie et la bande de Gaza". En clair, il n'y a même pas la promesse d'une autonomie territoriale sur l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza mais simplement, à titre transitoire, la gestion des palestiniens par leurs notables, cette gestion ne s'appuyant que sur deux pastilles territoriales: Gaza et Jéricho. Plus tard, ce sera "un arrangement permanent". De ce point de vue, la référence aux résolutions

242 et 338 de l'ONU, contraignantes pour les palestiniens (elles exigent la reconnaissance de l'État d'Israël) n'impliquent pas l'évacuation de tous les territoires occupés en 1967, la lecture constante faite par les gouvernements israéliens du texte étant: "évacuation de territoires occupés".

Dès lors s'éclaire la lecture de l'accord du 13 septembre 1993:
- l'article III évoque des élections organisées par le Conseil palestinien :

"Pour que les palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza puissent se gouverner selon les principes démocratiques";

il ne s'agit donc pas de gouverner la Cisjordanie en tant que territoire. Sont exclus de ces élections les palestiniens intégrés à Israël avant 1967 comme ceux chassés dans d'autres pays.

- L'article IV confirme :

"La juridiction du Conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza",

c'est à dire aux agglomérations palestiniennes, et non pas à la Cisjordanie en tant que telle.

- Les articles V et VI définissent une période transitoire de 5 ans durant laquelle, à Gaza et à Jéricho seulement, une autorité serait transférée aux palestiniens *"dans les domaines suivants: éducation et culture, santé, affaires sociales, taxation directe et tourisme. La partie palestinienne commencera à constituer une force de police, ainsi qu'il a été convenu".*

Quant au choix de Gaza et de Jéricho, il est éminemment politique: Gaza est une poudrière de 800.000 palestiniens où l'armée israélienne n'arrive pas à rétablir véritablement l'ordre; l'OLP en sera donc chargé. Mais en même temps, il faut mettre le "Conseil" et la direction de l'OLP à l'abri des masses effervescentes de Gaza: ce sera Jéricho, la ville de Cisjordanie qui fut la moins touchée par l'Intifada...

LA POLICE DE L'OLP AU SERVICE D'ISRAEL

L'article 7 définit clairement la répartition des missions policières et militaires des uns et des autres: la police palestinienne contrôlerait les palestiniens, la police et l'armée israélienne protégeraient les colons et la sécurité d'Israël dans son ensemble: "Le Conseil établira une puissante force de police tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la sécurité globale des Israéliens, de manière à sauvegarder leur sécurité intérieure et l'ordre public".

En clair : Israël n'abandonne aucune de ses prérogatives d'État, et obtient, pour réprimer le peuple palestinien, le concours des supplétifs de l'OLP

Sur ces bases, l'article 14 stipule: *"Israël se retirera de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho ainsi qu'il est détaillé dans le protocole de l'annexe II"*, laquelle annexe II définit avec une remarquable précision la mise en place d'une police palestinienne sous contrôle d'Israël.

En outre, ce retrait n'est que très partiel car l'article 13 précise d'abord que sera effectué:

"Un redéploiement des forces militaires israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza(...) hors des zones peuplées".

Ces territoires resteront donc bien sous contrôle militaire israélien.

Cet accord vaut aussi par ses silences: non seulement il n'est pas question d'évacuer les 120.000 colons installés en Cisjordanie, mais il n'est même pas stipulé que les implantations de nouveaux colons cesseront. Silence également sur les palestiniens chassés de leur pays avant 1967; quant à ceux chassés après 1967:

"ils ne sont pas en mesure de participer au processus électoral à cause de raisons pratiques".

Le dispositif mis en place constitue la négation même du peuple palestinien, disloqué en groupes radicalement séparés: les palestiniens intégrés antérieurement à 1967 à l'État d'Israël, ceux chassés avant 1967, ceux exilés après cette date et ceux relevant du "Conseil" palestinien. Près de 40 ans après sa création, l'OLP a donc signé un accord qui est la négation de ce pourquoi, officiellement, elle avait été constituée tandis qu'Israël connaît un nouveau succès.

UN ÉTAT OPPRESSEUR, SPOLIATEUR ET ARTIFICIEL

C'est dans le cadre de la dislocation de l'Empire Ottoman, pour le compte de l'impérialisme anglais, que furent développés les implantations juives en Palestine. En témoigne la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 :

"Le gouvernement de Sa majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

Après avoir écrasé la grande révolte palestinienne de 1936-39, le gouvernement de Londres qui souhaite ménager ses alliés arabes, freine alors l'implantation des colons juifs. En vain: d'une part, le génocide pratiqué en Europe relance l'immigration ("il n'y a qu'une sauvegarde: une patrie et État" déclare Ben Gourion en 1942, fixant de manière explicite l'objectif d'un État juif); d'autre part, l'impérialisme anglais, confronté à la dislocation de son empire, n'a plus les moyens d'entraver un processus encouragé par les États-Unis et Staline. L'ONU prend les choses en main et le 29-11-1947, met fin au mandat britannique en partageant la Palestine entre Juifs et Palestiniens.

Le 14 mai 1948, Israël proclame son indépendance; le lendemain, les États arabes envahissent la Palestine. Après avoir ployé, l'armée israélienne conquiert de nouveaux territoires; un pont aérien avec la base Tchèque de Zatec fournit les armes nécessaires. Avec l'appui du Kremlin à l'ONU, Israël voit confirmées ses conquêtes territoriales tandis que ce qui reste de l'État palestinien est dépecé par les États arabes de la région. 700.000 palestiniens prennent le chemin de l'exil (369 villages et villes arabes sont vidés de leur population, pour la quasi-totalité- selon l'historien israélien Benny Morris,

à la suite des assauts de l'armée israélienne). L'ONU clame en vain le droit au retour des exilés. Il n'en sera jamais question, et les terres seront confisquées.

1967 : nouvelle offensive d'Israël, nouvelle victoire militaire, nouvel exode de centaines de milliers de palestiniens. Le Sinaï, la Bande de Gaza, la Cisjordanie avec Jérusalem Est, le Golan sont occupés. La colonisation commence aussitôt.
1973: L'attaque des armées syrienne et égyptienne se traduit par une nouvelle victoire d'Israël. Désormais, les États arabes de la région acceptent, dans les faits, l'existence de l'État d'Israël.

Peu à peu, des relations vont s'établir.

Cette évolution ne peut surprendre; les intérêts des uns et des autres sont complémentaires. Dans un premier temps, les bourgeoisies arabes de la région furent hostiles à la mise en place de l'État d'Israël, dont le rôle était de perpétuer la main mise de l'impérialisme sur le proche et Moyen-Orient. Mais le caractère plus ou moins compradore de ces bourgeoisies, le caractère arriéré de ces États bourgeois aux traits féodaux plus ou moins prononcés, leur interdisaient tout combat victorieux contre Israël; ces régions, par leur nature, dépendent de l'impérialisme.
Certains tentèrent de jouer sur les rivalités entre les impérialismes et la bureaucratie du Kremlin; leurs velléités d'indépendance politique s'appuyaient sur de puissants mouvements de masses que la bourgeoisie locale tentait d'utiliser à son profit; ainsi du nassérisme en Égypte. Mais au fil des décennies, l'impérialisme américain a expulsé ses rivaux de leurs positions quitte à ce que, provisoirement, s'affirment des contradictions brutales entre ces États vassaux du même impérialisme dominant. Ainsi, après la nationalisation du canal de Suez par le régime de Nasser, les impérialismes français et anglais montent une opération militaire coloniale contre l'Égypte avec l'appui d'Israël: Les États Unis et le Kremlin la mirent en échec. La France et la Grande-Bretagne perdirent leur position, le gouvernement de Nasser y gagna une marge de manoeuvre. Celle-ci dura peu: après ses défaites militaires de 1967 et 1973, le gouvernement égyptien dut, le premier, se soumettre à la "Paix" telle que la concevaient les États Unis, et Anouar-al-Sadate se rendit à Jérusalem le 19 novembre 1977.

Depuis, le gouvernement américain n'a eu de cesse que tous les gouvernements arabes de la région reconnaissent l'État d'Israël afin que les intérêts stratégiques des États Unis (le contrôle de la rente pétrolière et le musellement des masses du Proche et Moyen-Orient) soient au mieux préservés. Mais il faudra attendre 1989, l'écrasement militaire de l'Irak et la dislocation de la bureaucratie du Kremlin pour que des avancées décisives soient faites sur le plan des rapports entre l'État d'Israël et les États arabes.

UNE ORGANISATION NATIONALISTE PETITE-BOURGEOISE

L'OLP est créée en 1964 à l'initiative des États arabes, étroitement contrôlée par l'Égypte. A la même époque se constituent différentes organisations radicales issues des opérations des mouvements nationalistes. L'une d'entre elles, le Fatah, impulse des opérations armées contre Israël à partir de 1965 et regroupe en 1970 10.000 combattants recrutés principalement dans les camps de réfugiés hors d'Israël. En 1968, le Fatah et d'autres organisations se regroupent au sein de l'OLP dont la charte se radicalise sans pour autant modifier son caractère d'organisation nationaliste petite bourgeoise:
"La Palestine est la patrie du peuple arabe palestinien" *(article 1) et*

"constitue une unité territoriale indivisible" (article 2).

La charte rejette la déclaration Balfour établissant un *"foyer national juif"*: *"le judaïsme étant une religion ne saurait constituer une nationalité indépendante"* (article 20).

L'objectif est *"l'élimination de la présence sioniste et impérialiste"* (articles 15 et 22); la destruction de l'État d'Israël n'est pas spécifiquement mentionnée.

Reflétant la radicalisation des masses, l'OLP va se développer comme représentation du peuple palestinien, et devenir un enjeu qu'il faut briser par la répression et soumettre par la corruption.

La répression est conduite par l'État d'Israël, pourchassant les palestiniens jusqu'à Beyrouth, mais aussi par des États arabes: en 1970, le roi de Jordanie envoie son armée contre les combattants palestiniens; des dizaines de milliers de palestiniens seront victimes du "Septembre noir".

L'Arabie Saoudite et les États du Golfe alimentent la corruption sous couvert d'aide aux palestiniens: l'OLP reçoit l'argent, sa direction en use à sa guise, alimentent par le biais des "oeuvres" (assistance médicale, aide aux familles des martyrs...) une nombreuse "clientèle". Réfugiée au Liban où elle encadre les réfugiés palestiniens des camps, l'OLP s'institutionnalise Les milices chrétiennes libanaises, l'armée syrienne et finalement l'armée israélienne envahissant le Liban en 1982 condamneront la direction de l'OLP à se réfugier à Tunis, les réfugiés dans les camps subissant répression et désarroi politique.

L'INTIFADA

L'éclatement d'une insurrection palestinienne à Gaza en 1987 fait basculer "à l'intérieur" le combat contre l'État d'Israël: après avoir été d'abord confisqué (avec les défaites que l'on sait) par les États arabes, puis contrôlé par l'OLP et conduit de l'extérieur sous la forme d'opérations militaires inefficaces, le combat contre l'État d'Israël devient celui des masses palestiniennes elles-mêmes. C'est l'Intifada.

Mouvements spontané, jailli des territoires occupés cette "guerre des pierres" constitue, à terme, une grave menace pour l'ordre colonial: militairement, ce harcèlement ne présente aucun risque pour l'armée d'Israël ; politiquement, il soude jour après jour les masses contre les forces d'occupation, il s'accompagne d'une chasse aux "collaborateurs", rendant de plus en plus difficile la collaboration entre la petite bourgeoisie palestinienne et l'État d'Israël; en quelques mois, des milliers de fonctionnaires palestiniens (utilisés par l'administration israélienne) démissionnent, C'est le refus de payer les impôts, le boycott des marchandises israéliennes; Une "direction unifiée" se constitue, l'OLP n'en a pas le contrôle exclusif. Commencée le 9 décembre 1987 quand la foule à Gaza, s'attaque à une patrouille militaire, l'Intifada met

la direction de l'OLP en difficulté ; contrainte de s'y rallier, l'OLP est concurrencée, à Gaza, par différents mouvements islamistes formellement plus radicaux, en particulier le mouvement Hamas. Les pressions s'accentuent sur l'OLP ; celle des États Unis et celle, conjointe, de Gorbatchev engagé dans la politique dite de "règlement des conflits régionaux", c'est-à-dire de soumission sans fard à l'impérialisme américain.

DE LA GUERRE DU GOLFE À LA CONFÉRENCE DE MADRID

Finalement en novembre 1988, le conseil national de l'OLP approuve la résolution 242 de l'ONU, laquelle exige "le respect de la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriales et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur des frontières sûres et reconnues. C'est là reconnaître Israël. Mais la poursuite le l'Intifada interdit à l'OLP de concrétiser cette reconnaissance. Il faudra la guerre du golfe pour briser l'Intifada et amener l'OLP à s'engager plus avant.

De la guerre du golfe, la déroute irakienne, la conférence de Madrid ont constitué une défaite pour les peuples du Moyen Orient et pour le peuple palestinien en particulier. En imposant à ses vieux rivaux au Moyen Orient, (la France et l' Angleterre) comme à presque tous les gouvernements arabes, qu'ils les soutiennent dans cette expédition militaire, les États Unis ont atteint leur objectif : une situation est créée qui doit permettre d'imposer à tout le Proche et Moyen Orient la Pax Americana. L'Intifada reflue massivement, réduite essentiellement à des actions désespérées. Sur le point de se disloquer, la bureaucratie du Kremlin a apporté son soutien inconditionnel à cette opération. Il s'agit désormais que la sécurité d'Israël soit définitivement assurée. Les USA exigent que les États Arabes de la région reconnaissent Israël et que l'OLP se soumette. Cet objectif est d'autant plus important que depuis la chute du Shah d'Iran, Israël est le seul gendarme fiable de la région.

La conférence de Madrid s'ouvre le 3O octobre 1991 sous le contrôle de Bush, avec la caution de Gorbatchev quasi mort politiquement, et avec les représentants d'Israël et de la plupart de États arabes de la région. De ce seul point de vue, c'est un succès plus important pour les États Unis que les précédentes conférences de Genève en 1973 (où étaient absentes la Syrie et l'OLP) et de Camp David en 1978 d'où était résultée la paix séparée entre l'Égypte et Israël. Cette conférence de Madrid est conçue comme la première phase d'un long processus: différentes négociations multilatérales d'une part, bilatérales d'autre part, doivent permettre de lever les obstacles sérieux qui ont bloqué jusqu'à ce jour un accord d'ensemble (la question du Golan est l'un des plus importants). Israël ayant refusé la présence de l'OLP, celle ci a accepté d'être dans les coulisses de la délégation jordano-palestienne. Il reste à transformer cette conférence en accords précis et signés. Ce n'est pas la moindre difficulté.

LE GOUVERNEMENT SHAMIR JOUE LA MONTRE

Le Gouvernement d'Israël ayant obtenu sa reconnaissance par les États arabes ne manifeste plus aucun zèle à négocier. Shamir sait que si Israël ne peut survivre qu'avec l'appui constant des USA, ces derniers ne peuvent se passer d'Israël pour asseoir leur contrôle sur la région; il a donc une marge de manoeuvre et se refuse à toute concession territoriale: c'est pour Israël une question de survie. Le gouvernement Shamir va donc, avec un rare talent, saboter les négociations jusqu'en janvier 1992, multipliant les provocations et les obstacles de procédure. En janvier, les partis ultra-nationalistes membres du gouvernement Shamir (et qui prônent l'expulsion pure et simple de tous les palestiniens) prennent le relais: ils démissionnent du gouvernement en arguant des concessions excessives qu'auraient faites Shamir. Le but clairement affirmé est qu'avec de nouvelles élections législatives convoquées pour le 23 juin, Shamir ayant dissout la Knesset, et avec les élections présidentielles américaines, tout soit renvoyé à 1993:

> *"d'ici là, la situation internationale aura peut être évolué"*

explique l'un des ministres démissionnaires.

Cette situation a déjà évolué depuis qu'a été prise la décision de convoquer à Moscou la troisième phase de la conférence. Gorbatchev a perdu tout pouvoir et l'URSS comme telle a cessé d'exister. Cette conférence de Moscou apporte à Israël de nouvelles reconnaissances: l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes entre autres ont rejoint la table des négociations. Mais la Syrie, et à sa suite les délégués palestiniens, est absente, la Syrie ne pouvant accepter de ne pas récupérer le Golan. Cette troisième phase ne débouche sur rien.

Lors de nouvelles discussions à Washington, en Février-Mars 1992, la délégation israélienne rejette un projet palestinien portant sur *"tous les territoires occupés depuis 1967"* et lui oppose un *"document de travail"* qui vise à donner aux *"habitants Arabes palestiniens"* dans les territoires *"une occasion de gérer leurs propres affaires, dans la majorité des domaines (...). Les Israéliens continueront (...) de vivre et de s'installer dans les territoires. La responsabilité unique pour la sécurité dans tous ses aspects extérieurs, internes et pour l'ordre public, sera du ressort d'Israël"*.

Ce projet, inacceptable pour l'OLP, s'inspire de toute évidence du mode d'asservissement dont usait l'Empire Ottoman à l'égard de ses minorités: le Millet.

Le système des Millets assurait la domination turque sur les peuples et minorités de l'Empire Ottoman; il donnait aux chefs religieux des pouvoirs de juridiction et de police sur leurs fidèles, qui devaient en outre lever des impôts pour le Sultan; l'avantage de ce type d'organisation non territoriale était d'éviter une coûteuse politique de répression. Il y eut ainsi un Millet pour les juifs de l'Empire Ottoman. De manière analogue, le projet de Shamir précise, pour la période intérimaire: *"il ne devra porter que sur les habitants et non sur le statut des territoires"*. Une différence: le projet de Shamir ne délègue aucun pouvoir de polices.

Mais pour l'instant, les négociations sont belles et bien closes. Il faudra bien attendre 1993.

CAMPAGNE ÉLECTORALE EN ISRAEL

La campagne électorale est dominée par la question des négociations. Le Likoud réaffirme son intransigeance: le plan qu'il propose *"ne portera préjudice ni au développement des colonies ni à la sécurité des habitants juifs des territoires"*.

La répression s'accroît: le 5 février, le gouvernement décide que l'armée pourra, dans les territoires occupés, *"tirer pour tuer"* tout palestinien porteur d'une arme quelle qu'elle soit. Officiellement 850 palestiniens ont déjà été tués depuis le début de l'Intifada.

Le candidat du parti travailliste, Rabin, qui fut ministre de la défense au début de l'Intifada et à qui on doit le mot d'ordre, *"il faut leur briser les os"*, n'est pas moins intransigeant. Lors d'un face à face avec Shamir, le 16 juin, il précise:

> *"Je suis contre la création d'un État palestinien entre nous et la Jordanie, contre le retour aux frontières d'avant 1967, contre un retrait de Jérusalem. Mais je suis également opposé à l'extension de la citoyenneté israélienne aux deux millions de Palestiniens des territoires (...) Je ne veux pas voir sept cent cinquante mille habitants de Gaza participer à nos élections, marcher tranquillement dans nos rues".*

La différence essentielle entre Shamir et Rabin est d'ordre tactique: Rabin cherche à associer les notables palestiniens, par la négociation, à sa politique au lieu de ne compter que sur la répression:

> *"J'ai conclu que sans une négociation politique, il n'y avait pas d'issue à l'Intifada. Aujourd'hui, je crois qu'il est possible d'allier la force à un processus politique"* ("Le Monde" du 18/6/92).

Quant aux USA, puissance tutélaire, n'ayant pu obtenir de Shamir la souplesse nécessaire au projet politique d'ensemble qui est le leur, ils encouragent ouvertement le candidat travailliste.

LE PARTI TRAVAILLISTE GAGNE LES ÉLECTIONS

"Large victoire des travaillistes en Israël" titre Le Monde en intitulant son éditorial "Une chance pour la paix".

En réalité le "bloc des gauches" a juste les 61 sièges nécessaires pour constituer une majorité. Il progresse de 6 sièges, tout comme sa principale composante, le parti travailliste (44 sièges). L'élection étant à la proportionnelle, le glissement des voix est du même ordre (10%). Le "bloc des droites" et les partis religieux reculent en proportion équivalente, avec une radicalisation partielle au profit de groupes ultra-nationalistes qui bénéficient en particulier des voix des militaires (ces groupes ont 15% des voix).

Ce vote majoritaire pour le "bloc des gauches" n'exprime pas un vote "dans l'intérêt de la paix" comme le déclare Arafat: la seule "paix" que toutes les classes de l'État d'Israël veulent, c'est la paix coloniale et le maintien de la spoliation des palestiniens et le parti travailliste a affiché sur ce plan les mêmes garanties que le Likoud. Mais le parti travailliste a bénéficié de l'appui américain (déterminant dans ce type d'État) et d'un vote de "sanction" à l'égard du Likoud de la part de certaines couches touchées par la crise économique: le chômage atteint 11,6% de la population, surtout les récents immigrés russes (350.000 depuis 1989); imperméables à l'idéologie sioniste et religieuse, ils ne sont là que pour des raisons économiques et ont largement contribué au recul du Likoud et des partis religieux.

LE PARTI TRAVAILLISTE A L'ŒUVRE

Dès le 7 juillet est annoncé un accord de gouvernement entre le parti travailliste et deux des formations ultra-orthodoxes qui avaient participé à l'ancien gouvernement: confirmation, si nécessaire (pour ceux qui avaient oublié que l'histoire de l'État d'Israël est inséparable de celle du parti travailliste qui le dirigea jusqu'en 1977) que la continuité politique avec Shamir est maintenue sur l'essentiel.

Le 24 juin Rabbin a réaffirmé son programme: "nous allons relancer les négociations en vue de l'instauration d'un régime d'autonomie pour les palestiniens des territoires" (et non "pour les territoires"). Son discours d'investiture n'apporte rien de nouveau, à part " le ton convainquant" pour parler de réconciliation. Le Monde du 17 juillet titre néanmoins: "Dans un discours d'investiture bien accueilli à Washington, M. Itzhak Rabin a relancé le processus de paix au Proche Orient".
Rabin fait un "geste": il gèle (provisoirement) les nouvelles implantations de colons autorisées antérieurement. Ce gel était une vieille demande du gouvernement américain soucieux de permettre à ses alliés arabes de sauver la face.
Pour obtenir gain de cause, Bush avait refusé de garantir un emprunt israélien de 10 milliards de dollars (mais n'avait pas touché aux 4 milliards versés officiellement chaque année à l'État d'Israël); Shamir n'avait pas cédé. Mais cet emprunt est indispensable pour permettre l'accueil de nouveaux colons; en outre la crise économique touche Israël et ralentit déjà l'afflux des immigrés russes. Cet emprunt est donc la première question que Rabin doit régler. le gel des implantations a cette fonction. Rabin n'a cessé de le répéter :

> *"il faut profiter de formidables opportunités qui s'offrent"*

(avec la défaite de l'Irak et la dislocation de l'URSS) pour accueillir 1 million d'immigrants supplémentaires. Coût estimé : 25 à 50 milliards de dollars.

Le gel des implantations vise donc à permettre un saut en avant de la colonisation. D'ailleurs, Rabin prend soin de distinguer entre "colonies politiques" (qui n'auront plus d'aide de l'État) et colonies "stratégiques": les environs de Jérusalem, la vallée du Jourdain, etc. bref 50 à 70% de la Cisjordanie. Mais Bush n'a plus qu'un souci: les élections. Et le soutien à l'État d'Israël est une question fondamentale: comme tout le monde s'y attendait, Bush débloque la garantie bancaire pour 10 milliards de dollars (auxquels s'ajoutent 10 milliards prêtés par les pays alliés). La colonisation peut reprendre.

NÉGOCIATION-BIDON ET RÉPRESSION

Le 24 août 1992, la sixième session de négociations s'ouvre à Washington. Les délégués palestiniens s'inscrivent dans le cadre fixé par Israël, acceptent la proposition d'élire, au printemps 1993, ceux d'entre eux qui administreront, sans pouvoir législatif, les cinq années d'autonomie, celles-là même qu'ils avaient refusées lors des accords de Camp David.

La direction de l'OLP étudie déjà un projet de police palestinienne (20.000 hommes, en particulier les palestiniens embauchés comme policiers par l'État d'Israël et que l'Intifada avait contraints à la démission).

Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, ne s'embarrasse pas de précautions oratoires :

> *"L'autonomie que nous leur proposons est la même que celle proposée par le précédent gouvernement, agrémentée d'une série de différences: un arrêt de la construction dans les colonies juives, des gestes de bonne volonté à l'égard des palestiniens, des élections générales et non plus municipales, et un calendrier pour la mise en place du régime d'autonomie".*

Quant aux négociations avec la Syrie, elles n'avancent pas: Israël annonce que si retrait il y a du Golan, la Syrie ne pourra pas tout récupérer:

> *"Nous ne descendrons pas du Golan, mais il est inutile de s'accrocher à chaque centimètre"*

explique Rabin début septembre. Les colons israéliens crient à la "capitulation" mais une telle concession présente peu de risque: le gouvernement syrien ne peut pas accepter un tel compromis et le gouvernement américain ne peut aujourd'hui contraindre la Syrie à la capitulation. La veille même, Hafez El Assad avait déclaré:

> *"capitulation n'appartient pas à notre vocabulaire. Nous voulons récupérer chaque centimètre de notre territoire".*

Tandis qu'en Palestine, la répression se poursuit, à Washington les négociations s'enlisent: l'heure est aux élections présidentielles. Dans une interview au Monde (21 octobre 1992), Rabin réaffirme son refus de toute discussion directe avec l'OLP et de toute concession territoriale.

Quelques réponses sont éclairantes :

Question : *"Les palestiniens ont-ils des droits nationaux?*

Rabin : *"Je ne sais pas ce que c'est (...)"*

Question : *"Ils vous reprochent de poursuivre la colonisation des territoires occupés"*

Rabin : *"Nous avons annulé les contrats de sept mille nouveaux logements."*

Question :*"....et permis la construction de onze mille autres..."*

Rabin : *"on ne peut pas tout arrêter d'un coup"*

Question : *"Pourquoi détenez-vous treize mille prisonniers?"*

Rabin : *"D'abord ce ne sont pas treize mille mais dix mille (...)"*

Négociations et répression vont de pair ("il faut un peu des deux" explique Rabin). Mais la répression va croissant, en particulier contre des manifestations de solidarité avec des milliers de prisonniers en grève de la faim. Le 16 décembre, à la suite d'un attentat, Rabin fait expulser 418 palestiniens, déportation la plus massive depuis 1967. Sont expulsés en particulier des membres présumés de Hamas et du Djihad islamique. Les négociations sont suspendues. De toute façon, Georges Bush n'est plus qu'un président par intérim, car Bill Clinton a gagné les élections.

NÉGOCIATIONS INTERROMPUES, NÉGOCIATIONS SECRETES

Durant les quatre premiers mois de 1993, les négociations sont rompues. L'OLP et les délégués palestiniens ne peuvent accepter l'expulsion des 418 palestiniens qui, refusés par le Liban, restent dans un no man's land. Cette expulsion *"nous a placé dans une situation impossible"* explique l'un des principaux négociateurs. Selon Le Monde du 12/03/93 :

> *"Les Palestiniens demeurent d'autant plus inflexibles que, dans les territoires occupés, l'OLP semble perdre chaque jour un peu plus d'influence.*
>
> *De plus en plus critiqués et contestés par une opinion publique habilement "travaillée" par les fondamentalistes islamiques, tandis que les violences se multiplient et que la répression se durcit tout autour d'elle, les négociateurs modérés sentent confusément que le contrôle du terrain leur échappe".*

C'est à ce moment là, mais on ne le saura que huit mois plus tard, que des négociations très secrètes s'engagent, à Oslo, directement entre Shimon Pérès et quelques représentants personnels d'Arafat conduites à partir de janvier, ces négociations secrètes permettent à l'OLP d'afficher une intransigeance de façade au moins pendant un certain temps, car il faudra bien annoncer, un jour, un accord public.

Le 15 mars, Rabin rencontre le nouveau Président Bill Clinton. Ce dernier réaffirme les liens privilégiés avec Israël:

> *"Le lien qui nous unit est unique(...) l'approfondissement des relations avec Israël est de l'intérêt des Américains"*

et il appelle à renforcer un *"partenariat stratégique"*. L'objectif de Clinton est qu'Israël conserve son *"avantage qualitatif"* au plan militaire, sur les États de la région. Demeure pour les USA l'objectif d'un accord avec la Syrie et avec l'OLP. Mais Rabin ainsi conforté a les mains libres, cherchant en particulier à mettre l'OLP et la Syrie en concurrence. Or, si les négociations secrètes se poursuivent, l'OLP est en difficulté face à une situation explosive dans les territoires occupés.

MODIFICATION TACTIQUE

En dépit de tous les coups reçus, une nouvelle radicalisation des masses se dessine, à Gaza en particulier. Attentats et manifestations se multiplient, Gaza devient de plus en plus ingouvernable. La répression se déchaîne: 70 palestiniens sont tués en 4 mois; le gouvernement fait appel à la *"garde civile"*, structure para-militaire de 40.000 volontaires (outre l'armée, près de 300.000 israéliens sont officiellement armés). Des groupes de colons ultra nationalistes organisent des opérations punitives contre les palestiniens.

Le 29 mars, la bande de Gaza est *"fermée"*, et la Cisjordanie le lendemain: aucun palestinien ne peut plus en sortir. L'armée a désormais le droit de tirer sans sommation.

Les négociations secrètes se poursuivent, mais c'est l'impasse. C'est certainement cette situation, interdisant que l'OLP joue le rôle que le gouvernement d'Israël lui assigne, qui amène Rabin non à une concession, mais à une modification tactique pour aider l'OLP à s'engager plus avant.

Rabin accepte que Fayçal Husseini, membre de la direction de l'OLP, puisse participer aux négociations officielles.

Peu après, Shimon Pérès évoque la possibilité d'un retrait unilatéral de Gaza; l'objectif est de faire gérer, sans attendre la fin de la période transitoire, Gaza (ou une partie de Gaza) par l'OLP à laquelle une légitimité serait donnée. Dans une interview au Figaro (21/04/1993), Pérès explique :

> *"Face à une minorité armée, il est important d'avoir une majorité élue. Les urnes pourront ainsi répondre aux armes (...) C'est moi qui ait proposé la solution dite "Gaza d'abord" (...) Nous voudrions nous retirer dans le cadre d'un accord, pas dans la confrontation ou en créant une situation chaotique"*.

De mai à juillet 1993, les négociations officielles, vaines, dissimulent les tractations secrètes. Gaza et la Cisjordanie demeurent "bouclées" ce qui asphyxie économiquement les Palestiniens. En juillet, une offensive militaire est conduite au Liban, en représailles des attaques lancées par les groupes que contrôle la Syrie. En 4 jours, 360.000 civils fuient les villages bombardés. Rabin explique froidement :

> *"Nous avons voulu frapper durement le Hezbollah. Pour cela, nous allons pousser à l'exode vers le Nord la population du Liban Sud afin de pouvoir attaquer les terroristes sans toucher les civils(sic)"*. Libération du 29/07/93.

Tout autant que la Syrie trop peu conciliante sont visées les populations palestiniennes et libanaises.

En août, la crise éclate à la direction de l'OLP: les négociateurs officiels, se sachant "doublés", dénoncent les reculades et les négociations "dans notre dos". Des dirigeants importants de l'OLP, en particulier du Liban et de Cisjordanie, démissionnent. Ce ne sont plus seulement les opposants traditionnels à Arafat comme Hawatmeh (FDLP) ou Habache (FPLP), mais des dirigeants "historiques" souvent liés à Arafat.

Cette crise de la direction de l'OLP n'est pas sans rapport avec l'asphyxie financière organisée par les bailleurs de fond traditionnels (États du Golfe, Arabie Saoudite); le réseau social de l'OLP (hôpitaux, aide financière aux familles, etc...) est en crise; 40 cliniques ont dû fermer. Or ce réseau permet d'entretenir une clientèle. Le mouvement Hamas, au contraire semble être maintenant largement financé.

Mais la crise à la tête de l'OLP exprime d'abord la contradiction entre le rôle que doit désormais jouer l'OLP et la résistance persistante des masses palestiniennes.

Le 31 août, on annonce qu'un accord de principe, négocié secrètement, aurait été conclu. Pour la première fois, à la Knesset, Pérès explique que Israël *"peut reconnaître l'OLP à condition que celle-ci renonce aux passages de sa charte qui appelle à l'extermination et renonce définitivement au terrorisme."* Rabin rappelle son objectif d'aller

> *"vers la paix sans porter atteinte aux implantations juives dans les territoires, sans mettre en péril la sécurité nationale et sans engager notre État dans un accord avec les Palestiniens"*.

Le Likoud et Shamir dénoncent *"la conspiration contre le peuple d'Israël"* et parlent d'une politique qui mènera *""inévitablement à la destruction d'Israël"*.

Les partis ultra nationalistes réunissent 40 000 manifestants au cri de *"bande de traîtres"*. Si la manoeuvre du parti travailliste échoue, ils pourront prendre la relève.

"Côté palestinien, l'affaire est plus problématique" écrit Le Monde du 1er septembre. Misère, mouvements islamistes, violences quotidiennes font que *" la bande de Gaza, ainsi incontrôlable par l'OLP, pourrait se révéler "le pire des choix" pour une première expérience d'autonomie"*.

9 SEPTEMBRE 1993: RECONNAISSANCE MUTUELLE

Le 9 septembre sont rendues publiques deux lettres, l'une d'Arafat, l'autre de Rabin, valant reconnaissance mutuelle. La première constitue une capitulation explicite. Adressée à *"Monsieur le premier ministre"* d'Israël, cette lettre réaffirme que *"l'OLP reconnaît le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité."* L'OLP accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Arafat y déclare :

> *"L'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violences et assumera sa responsabilité sur tous les membres et personnels de l'OLP afin de garantir leur acceptation, prévenir les violations et sanctionner les contrevenants"*.

Par là même, l'OLP renonce à son propre combat et désavoue l'Intifada (*"tout autre acte de violence"*) en promettant de faire la police dans ses rangs. Arafat s'engage à déchirer la Charte palestinienne :

> *"L'OLP affirme que les articles et les points de la Charte palestinienne niant le droit d'Israël à exister ainsi que les clauses de la Charte qui sont en*

contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides" et seront modifiés.

La réponse de Rabin est envoyée non à Arafat mais au ministre des affaires étrangères de Norvège. Elle tient en quelques mots, pour confirmer que *"le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et d'engager des négociations avec l'OLP dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient"*.

Le gouvernement d'Israël, lui, ne se compromet guère...mais la déclaration de l'OLP constitue pour lui un succès :

"Que les palestiniens de L'OLP fasse leur propre police à GAZA semble presque trop beau pour être vrai à beaucoup d'Israéliens", note Libération du 11 septembre.

Par contre, au sein de l'OLP, cette signature relance la crise. Le Comité Exécutif se déchire; l'accord est approuvé par 8 Pour, 4 Contre, 1 abstention. Mais les oppositions à Arafat n'offrent aucune alternative, n'ouvre aucune issue. Divisées, elles sont généralement inféodées à des gouvernements arabes: Khaled-al-Hassan est réputé proche de l'Arabie Saoudite, le FDLP est basé en Syrie, le FLA lié à l'Irak, etc... De même, les organisations palestiniennes non membres de l'OLP. Leur "résistance" à l'accord accepté par l'OLP ne se fait pas au compte des masses palestiniennes mais pour les intérêts particuliers des gouvernements. La Syrie les utilise comme moyen de pression sur Israël pour récupérer le Golan.

En outre, pèse encore lourdement sur les masses palestiniennes le poids de l'intervention américaine dans le golfe et la défaite de l'Irak. Dans cette situation, Arafat décide de s'engager plus avant.

UN ACCORD NON VIABLE

La signature de l'accord, le 13 septembre, à Washington, fait l'objet d'une grande mise en scène destinée à "assommer" un peu plus les masses palestiniennes (les caméras s'attardent sur la poignée de mains d'Arafat à Rabin et sur celle, très symbolique, d'Arafat à Colin Powell, le chef d'état major américain lors de la guerre du golfe. Le Monde ne boude pas son plaisir: *"chaque seconde se dégustait comme un loukoum"* écrit le 15/09, ce défenseur de la "paix impérialiste".)

Aussitôt l'accord signé, les USA, qui s'était assurés le contrôle des opérations politiques (en en expulsant, en particulier la France et la Grande Bretagne), convoquent à Washington une conférence internationale pour le 1er octobre: les 47 pays invités sont priés de fournir sans trop attendre un milliard de dollars pour Gaza et la Cisjordanie.

Sur le terrain, *" la chasse à l'homme continue"* titre Le Figaro du 4 octobre.

"L'attention des troupes sera désormais concentrée "en priorité" sur ceux qui sont opposés au processus de paix en cours"

d
éclare le chef des forces armées israéliennes à Gaza. (Le Monde du 5/10).

Pour les États unis comme pour Israël, il s'agit de profiter de ce succès politique et du désarroi des masses palestiniennes: l'ambiguïté fondamentale de l'accord qui laisse en suspend les questions décisives pour l'OLP ne pourra être indéfiniment masquée. Cet accord est rédigé de manière à ce que l'OLP puisse laisser croire qu'elle a obtenu une première concession territoriale (Gaza et Jéricho) comme "acompte" sur une autonomie de toute la Cisjordanie; la perspective serait celle du protectorat, qui en tant que telle est une capitulation totale de l'OLP. Il s'agirait de faire:

"De la Cisjordanie et de Gaza un protectorat d'Israël, dont, de plus, les deux parties seraient coupées l'une de l'autre ce qui accroîtrait encore leur dépendance et leur incapacité à vivre en dehors de la domination israélienne"

ainsi que l'explique la déclaration de Comité pour la construction du POR en date du 8 septembre.

Mais pour Israël, même cette perspective d'un protectorat est encore de trop, et sous le couvert de formules ambiguës on voit réapparaître les propositions antérieures de Shamir et du Likoud, celle d'un "Millet" transformant l'OLP en police palestinienne sans même la base territoriale d'une autonomie de la Cisjordanie.

Simplement, pour sauver la face de l'OLP et décharger les forces de l'ordre israéliennes d'une partie des tâches de répression, le Millet palestinien se voit attribuer deux confettis territoriaux: Gaza (à 90%) et Jéricho, auxquels pourraient s'ajouter, plus tard, quelques villes arabes de Cisjordanie. Or cette option du Millet (il est significatif que le mot soit aujourd'hui tabou) est tout aussi inapplicable, et elle est pour l'OLP inacceptable. La fiction d'une autonomie de la Cisjordanie ne peut subsister très longtemps, et le projet israélien d'une autonomie des palestiniens dans une Cisjordanie israélienne, d'une autonomie des hommes sans terres mais encadrés par la police de l'OLP, est intenable. Les quatre mois qui suivent l'accord du 13 septembre le montrent à l'évidence.

LES NÉGOCIATEURS EN DIFFICULTÉ

Durant le mois d'octobre 1993, les négociations entre l'OLP et le gouvernement israélien se poursuivent sans que le contenu en soit rendu public. La première échéance est fixée au 13 décembre, date à laquelle l'armée israélienne doit commencer à se redéployer, laissant la place à la police de l'OLP. Mais très vite, les difficultés s'accumulent, la crise se développe au sein de l'OLP. Des dirigeants de l'OLP qui avaient soutenu l'accord dénoncent les "méthodes" d'Arafat (qui s'assure le contrôle des fonds envoyés pour Gaza), traduisant indirectement la résistance qui se développe à l'accord lui-même. D'autres sont assassinés. En dépit des engagements pris en septembre, Arafat ne peut empêcher l'assassinat de colons israéliens. A la demande du gouvernement américain, Arafat dénonce publiquement ces attaques. En vain. Un front se constitue, dans et hors l'OLP, contre l'accord signé.

Dès fin octobre, les colons israéliens multiplient les expéditions punitives contre les palestiniens; officiellement,

entre le 13 septembre et le 1er décembre, 10 israéliens et 29 palestiniens sont tués.

Une cinquantaine d'officiers supérieurs de réserve signent un "appel aux soldats " israéliens les incitant à refuser toute éventuelle évacuation par la force de colons à Gaza ou ailleurs.

La marge de manoeuvre de Rabin et Pérès se réduit: avec le départ des députés ultra-religieux, le gouvernement n'a plus qu'une voix de majorité au parlement.

Le 3 novembre, les résultats des élections municipales constituent un échec politique pour le parti travailliste; bien que "Le Monde" reprenne à son compte le titre d'un journal israélien pro-gouvernemental: *"Les résultats n'ont aucun rapport avec les négociations de paix"*. Il n'en reste pas moins que le parti travailliste perd le contrôle de Jérusalem (qu'il dirigeait depuis 1948) et que la participation tombe à 36% (contre 60% cinq ans auparavant).

Le 12 Novembre, Clinton reçoit Rabin :

> *"je renouvelle l'engagement inébranlable de l'Amérique à maintenir et à renforcer l'avantage qualitatif d'Israël en matière de sécurité"*.

Mais fin novembre, l'Intafada semble renaître de ses cendres: l'assassinat par l'armée d' un chef militaire du Hamas est suivi par trois jours de grève générale à Gaza et par des émeutes qui durent une semaine. Une liste d'opposants à l'accord de septembre remporte les élections au conseil étudiant de l'Université de Bir Zeeit, en Cisjordanie. Le chef de la police d'Israël déclare aussitôt :

> *"Si un groupe ne soutenant pas l'accord remporte les élections générales dans les territoires, prévues en juillet prochain, l'accord avec l'OLP sera caduc"*.

Finalement, le 12 décembre, la rencontre entre Rabin et Arafat se traduit par un constat d'échec: la date-butoir du 13 décembre ne sera pas respectée; au fond, rien n'est réglé: ni la question des prisonniers, ni celle de l'armée israélienne dans les territoires, ni celle des "frontières" de Jéricho avec la Cisjordanie, ni la question des colons israéliens.; "La police palestinienne n'est pas prête pour une relève toute symbolique" explique Le Monde du 12 décembre, tandis que plus de 15.000 soldats israéliens contrôlent les "territoires". Au lendemain du 13 décembre, les affrontements reprennent dans Gaza et Libération du 28 décembre indique que c'est :

> *"à une véritable révolte ouverte des jeunes cadres du Fatah, principalement dans la bande de Gaza, que doit faire face Arafat"*.

Le 16 janvier, Bill Clinton rencontre le Président Syrien afin de tenter de débloquer les relations entre Israël et la Syrie.

A la même date, les négociations entre l'OLP et Israël piétinent toujours, et la mise en oeuvre de l'accord signé le 13 septembre à Washington est reporté de semaine en semaine. Le Monde du 14 décembre devrait lui-même le reconnaître: "Toute l'ambiguïté constructive" qui a permis de signer la Déclaration de principe éclate au grand jour".

LE PROLÉTARIAT PALESTINIEN NE PEUT FAIRE L'ÉCONOMIE DE CONSTRUIRE SON PARTI

L'acharnement des masses palestiniennes peut mettre en difficulté la politique de l'OLP et les projets du gouvernement israélien; mais sans parti ouvrier révolutionnaire aucune victoire n'est possible. L'accord de trahison signé par l'OLP, dans la logique des trahisons antérieures, montre clairement la nature d'une organisation qui entend représenter le "peuple" palestinien tout entier, toutes classes confondues. Ainsi que l'indiquait la déclaration du Comité pour la construction du POR du 8 septembre:
"Une fois encore, l'union de toutes les classes d'un pays opprimé, contre l'impérialisme, se révèle une duperie pour les classes exploitées et la jeunesse en lutte contre celui-ci et ses agences (en l'occurrence l'État d'Israël). Ni l'Union nationale, ni les Fronts populaires, ni le "Front Unique Anti-impérialiste", ne peuvent diriger victorieusement le combat pour les droits nationaux, les libertés démocratiques, la réforme agraire, etc. " la nature de la bourgeoisie nationale des pays arriérés, classe exploitées et semi-opprimée, détermine en de nombreuses occasions la nécessité d'accords temporaires avec les organisations nationalistes bourgeoises, de masse, dans le cadre du Front Unique Anti-impérialiste. Un tel front ne peut être que circonstanciel et limité dans le temps, sa prolongation au-delà des circonstances qui ont justifié sa réalisation implique une adaptation au nationalisme bourgeois et la subordination du prolétariat à la bourgeoisie. En aucun cas un tel front ne peut avoir un objectif gouvernementale commun *(entre organisations bourgeoises et ouvrières, NDLR)."*

D'autres organisations (telle Hamas) profitent aujourd'hui de la trahison de l'OLP: organisations inféodées aux gouvernements arabes les plus réactionnaires et à l'islam, ces organisations dévoient le combat des travailleurs et de la jeunesse et l'étrangleront. Pour les masses palestiniennes, il n'y a d'autre issue que par et dans la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire Palestinien qui lie la lutte contre l'État d'Israël à la lutte du prolétariat palestinien contre le capitalisme pour le gouvernement et le pouvoir ouvrier. Parallèlement et comme tous les prolétariats, celui de Palestine doit construire sa centrale syndicale pour défendre ses intérêts face à toutes les bourgeoisies (israélienne, impérialistes mais aussi arabes et palestinienne), face à tous les patrons, palestiniens inclus. Un tel parti révolutionnaire devra combattre pour une Constituante palestinienne, les masses palestiniennes ayant récupéré leur pays. Mais ce mot d'ordre ne prend tout son sens que s'il est situé sur la ligne de la constitution d'un Gouvernement ouvrier et paysan de Palestine, seul gouvernement capable de résoudre la question nationale parce que résolvant la question sociale. La victoire des masses palestiniennes est inséparable de celle de la révolution prolétarienne au Proche et au Moyen-Orient contre l'impérialisme, les États bourgeois-féodaux et les cliques militaro-bureaucratiques bourgeoises. L'indépendance nationale, les libertés démocratiques, l'Assemblée Constituante, le Gouvernement Ouvrier et Paysan, l'expropriation des classes dominantes et exploiteuses, la prise en main par le prolétariat des principaux moyens de production, la réforme agraire, les États Unis Socialistes du Proche et du Moyen-Orient exigent un même combat.

Le 17/01/94.

RUSSIE : NOUVELLE CRISE

A LA RECHERCHE D'UNE "BASE DE MASSE"

Après avoir écrasé, le 4 octobre, à l'aide de quelques formations de l'armée, le "Parlement" élu en 1991, Boris ELTSINE a programmé pour le 12 décembre 1993 un référendum et des élections. Au référendum a été soumise une Constitution sur mesure, élaborée par lui et pour lui, lui confiant l'essentiel des pouvoirs et instituant deux chambres, la "Douma" et le "Conseil Fédéral" dit "Chambre Haute" aux pouvoirs des plus limités. En même temps ont été élues ces deux chambres qui constituent le nouveau "Parlement".

A l'issue de sa victoire sur le précédent "Parlement", Boris ELTSINE et son équipe ont fait le maximum pour que ce référendum et ces "élections" montrent qu'ils disposaient d'une base de masse et pour obtenir une majorité à leurs ordres à la "Douma" et au "Conseil Fédéral". Pour présenter une liste à la partie des "élections" ayant lieu à la proportionnelle, toute organisation devait avoir réuni 100 000 signatures d'appui. Seulement treize listes ont rempli les conditions de participation. Deux listes ont été menacées de ne pouvoir se présenter sous le prétexte qu'elles s'opposaient au projet de constitution. Deux listes étaient quasiment officielles : celle dite "Choix de la Russie" dirigée par Egor GAIDAR, premier vice premier ministre et celle dit du "Parti de l'Unité et de l'Entente" que dirigeait CHAKRAI, autre vice premier ministre. Radio, télévision, presse dans leur majorité ont été mises à leur service ainsi que l'appareil d'Etat. L'argent ne leur a pas manqué.

LES RÉSULTATS

Les résultats électoraux n'ont pas été ceux espérés. La participation a été très faible : officiellement seulement 53,31% des inscrits. En réalité, les pourcentages ont été manifestement truqués. José Allain FRALON fait état d'une importante diminution du nombre des inscrits dont l'effet a été de remonter le pourcentage des votants. Il ajoute :

> *"Cette diminution du nombre des inscrits se conjugue avec une comptabilisation surprenante du nombre des votants : ceux qui ont voté aux législatives mais qui se sont abstenus pour la Constitution ont été néanmoins comptés comme ayant participé au référendum, car il n'y avait ni urnes séparées pour les deux scrutins ni cahiers distincts de participation." (Le Monde du 15 décembre 1993).*

Mais nécessité fait loi : l'une des conditions pour que cette Constitution soit adoptée était qu'il y ait au moins 50% de votants par rapport aux inscrits. Sur ces 53,31% de votants, (pourcentage officiel) 55,44% auraient voté pour, soit : 29,02 des inscrits. Curieuse majorité.

Le 26 décembre ont été officiellement proclamés les résultats des élections à la "Douma". Dans la partie de ces élections ayant eu lieu à la proportionnelle, ont obtenu : Parti Libéral Démocrate (Vladimir JIRINOVSKI) 22,79% des votants, 59 élus; Choix de la Russie 15,38% des votants, 40 élus; Parti Communiste 12,38% des votants 32 élus; Femmes de Russie 8,10% des votants 21 élus; Parti Agraire 7,9% des votants 21 élus; Parti Réformateur 7,83% des votants 20 élus; Parti Unité et Entente 6,76% des votants 18 élus; Parti Démocrate 5,5% des votants et 14 élus.

Une autre partie de la "Douma" a été élue au scrutin majoritaire de circonscription, ce qui fait qu'au total les différentes formations ont obtenu : Choix de la Russie 96 députés, Parti Libéral Démocrate 90 députés, Parti Communiste 65 députés, Parti Agraire 47 députés, Parti Réformateur 39 députés, Parti Unité et Entente 27 députés, Femmes de Russie 25 députés, Parti Démocrate 21 députés. D'autres formations qui n'ont pas présenté de liste ou n'ont pas dépassé la barre des 5% (condition pour avoir des députés au scrutin de liste) ont obtenu, au scrutin majoritaire de circonscription, des députés : Union Civique 18, Mouvement des Réformes Démocratiques 8, Dignité et Charité 3, Futur de la Russie 1, Indépendants 30. Six sièges n'ont pas été pourvus.

Ce même jour, a été élu sans surprise le "Conseil Fédéral". Il est composé en grande partie de responsables d'exécutifs régionaux. En principe, d'après la nouvelle Constitution, la durée d'une législature est de quatre ans. Mais cette fois les deux chambres ont été élues pour deux ans seulement.

Les résultats de ces élections, loin de conforter Boris ELTSINE, ses partisans et le pouvoir d'Etat, ont souligné leur isolement et leur fragilité. A la "Douma", les partisans déclarés d'ELTSINE et du gouvernement, les députés de "Choix de la Russie" et du "Parti de l'Unité et de l'Entente", sont encore plus minoritaires qu'ils ne l'étaient dans le "Parlement" dissout par la force le 4 octobre. C'est pire encore du point de vue des suffrages exprimés. Les résultats de la Chambre Haute, ou Conseil Fédéral, ne confortent pas non plus Boris ELTSINE car les élus représentent généralement les intérêts de segments régionaux de la bureaucratie du Kremlin éclatée.

LES "VAINQUEURS" : LA BOUE ET LA POURRITURE SOCIALE

Marque ces élections : l'apparition au grand jour de la boue, de la pourriture sociale et politique, érigée en "Parti", le "Parti Libéral Démocrate" qu'incarne Vladimir JIRINOVSKI. C'est un des produits de la décomposition de la bureaucratie du Kremlin. Frappe également le relatif succès politique de cette fraction de la bureaucratie qui se réclame ouvertement de la tradition stalinienne. Si le "Parti Libéral Démocrate" obtient 22,79% des suffrages exprimés, les trois

formations ouvertement staliniennes - le Parti Communiste 12,38%, Femmes de la Russie 8,10%, Parti Agraire 7,9% - obtiennent ensemble 28,38% des suffrages exprimés. La politique d'ELTSINE, l'élimination de toute représentation politique ne bénéficiant pas de l'imprimatur, leur ont finalement profité. La "percée" du "Parti Libéral Démocrate", de Vladimir JIRINOVSKI a fait couler beaucoup d'encre. Outre les élucubrations, ce qui domine dans l'orientation qu'ils préconisent c'est l'ultra-nationalisme russe, le racisme et la volonté d'imposer un régime dictatorial. Ce n'est pas, actuellement, une force politique homogène et structurée. Mais derrière, il y a une grande partie de la caste des officiers qui a fait massivement voter dans les casernes et ailleurs pour ce parti et son leader Vladimir JIRINOVSKI.

L'ÉQUIPE DE ELTSINE SE DISLOQUE

Les conséquences sur le groupe au pouvoir des résultats du référendum et des élections se sont rapidement fait sentir. Le premier ministre en titre TCHERNOMYRDINE a accusé le premier vice premier ministre, Egor GAIDAR, d'être responsable de la défaite électorale des partisans d'ELTSINE. A nouveau, des dissensions se sont manifestées entre les différents ministres sur le rythme et les conditions de la "réforme économique". Un des problèmes difficiles à résoudre a été celui de la présidence de la "Douma". Ivan RIBKINE a été élu président de la "Douma". Il fut membre du "Parlement" dissout par la force le 4 octobre, il y dirigeait le groupe "communiste". Aujourd'hui il fait partie du "Parti Agraire". Le candidat d'Eltsine a largement été battu. Le président fraîchement élu de la "Douma" s'est immédiatement prononcé pour : la libération de Rouslav KHASBOULATOV (lequel présidait le "Parlement" dissout par la force armée le 4 octobre), des responsables incarcérés depuis ce jour et également pour que soient arrêtées les poursuites contre les putschistes d'août 1991. Ensuite les différentes formations représentées à la "Douma" se sont partagées les présidences des commissions. Mais des "compromis" ou un "compromis" avec Boris ELTSINE ne sauraient être exclus. Ces "communistes" ont la particularité d'être pour les privatisations et l'économie de marché à condition que ce soit réalisé sous une forme qui corresponde aux intérêts de la fraction de la bureaucratie du Kremlin qu'ils représentent. Au "Conseil de la Fédération", au contraire, c'est le candidat d'Eltsine, Vladimir CHOUMEIKO qui a été finalement élu président.

Une crise gouvernementale a rapidement éclaté : Egor GAIDAR premier vice premier ministre, en charge de l'économie, du gouvernement TCHERNOMYRDINE en a démissionné avec éclat. A sa suite ont démissionné le ministre de la protection sociale Ella PAMFILOVA et le vice premier ministre chargé des finances Boris FIODOROV. La lettre de démission de Egor GAIDAR donne comme raison à celle-ci les dépenses somptuaires dans lesquelles se sont engagés Boris ELTSINE et son gouvernement : construction d'un nouveau parlement (900 millions de dollars). Elle met en cause l'unification monétaire entre la Russie et la Biélorussie dont elle dit qu'elle créera un

> *«chaos financier pour lequel on va payer avec le revenu des citoyens russes».*

Mais à l'origine de cette démission il y a évidemment la défaite électorale subie par la liste que Egor GAIDAR a dirigée," Choix de la Russie".

CHUTE DU ROUBLE

Cependant, on ne peut s'arrêter là. Depuis le début de 1992 Egor GAIDAR incarne la politique de privatisation radicale, de recours intégral au marché. En décembre 1992, alors que ELTSINE en avait fait son premier ministre, le "Parlement" d'alors l'avait éliminé de ce poste (lui préférant TCHERNOMYRDINE) et même du gouvernement. En septembre 1993, quelques jours avant de balayer le "Parlement" d'alors, Boris ELTSINE l'y a fait rentrer en le nommant premier vice premier ministre. Egor GAIDAR est l'homme symbole de la politique de "réforme économique" radicale et à toute allure. Jusqu'alors il a bénéficié du préjugé favorable des puissances impérialistes et surtout de l'impérialisme américain.

TCHERNOMYRDINE reste premier ministre. Or, note "Le Monde" du 19 janvier :

> *"Victor TCHERNOMYRDINE est désormais en position de "devenir le principal réformateur de Russie". Mais personne n'ignore que la "réforme" version TCHERNOMYRDINE passe par un maintien d'importantes subventions aux industries déficitaires et par une relance de l'inflation. Certes, écrit un commentateur des IZVESTIA "Gaidar n'était plus qu'un village Potemkine (villages Potemkine : villages modèles spécialement aménagés par le ministre Potemkine pour un voyage de Catherine II dans les nouvelles terres colonisées en 1787) destiné à rassurer les fans occidentaux du pouvoir russe". Son départ n'en marque pas moins la fin du "romantisme du marché" et le début du "romantisme industriel"."*

Car, autre élément de contradiction, si l'Union Civique de Arkaly VOLSKY, n'ayant obtenu, au scrutin de liste, que 1,86% des suffrages (la barre minimum étant 5%) n'a pas eu d'élu sur cette base, à la partie du scrutin fondée sur les circonscriptions elle a eu 18 députés, et, surtout, le "lobby" des chefs d'entreprises n'a pas disparu. Il poursuit son action pour que nombre d'entreprises déficitaires ne disparaissent pas (au moins immédiatement), pour que soient dispensés de larges crédits à l'industrie et, pour lui, privatisation signifie appropriation des entreprises par ceux qui les dirigent.

La démission d'Egor GAIDAR a entraîné une chute immédiate du rouble d'environ 25% par rapport au dollar (en mai 1992, il fallait 122 roubles pour un dollar, le 14 janvier il en fallait 1504). Corrélativement, la constitution d'un nouveau gouvernement que dirige toujours TCHERNOMYRDINE a été très difficile. Il est très nettement axé sur les "conservateurs" tandis que s'affirme l'autorité du premier ministre. Les ministres libéraux ont été éliminés et les nouveaux, notamment Oleg SOSKOVETS, Alexandre ZAVERIOUKA, lesquels ont été nommés vice premiers ministres, sont réputés être des "conservateurs".

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN SOUTIENT ELTSINE

La crise gouvernementale a éclaté au lendemain de la venue de CLINTON à Moscou. Il serait incroyable que CLINTON n'ait pas été au courant de ce que cette crise se préparait. Il n'en a pas moins apporté son soutien à ELTSINE : soutien politique surtout, car d'octroi de nouveaux crédits il n'aurait pas été question, mais soutien décisif.

Manifestement, l'impérialisme américain est sur la ligne de faire du Kremlin, nouvelle manière, le gendarme des pays de l'ex-URSS. Au treizième sommet de l'Alliance Atlantique, qui s'est tenu les 10 et 11 janvier 1994, les États-Unis ont estimé que les pays de la partie est de l'Europe, ex-satellites du Kremlin, ne devaient pas être intégrés, comme ils le demandaient, dans l'OTAN, mais qu'un "partenariat pour la paix", qui comprendrait la Russie suffirait. La notion est vague mais elle répond à ce que demande le Kremlin : que ces pays ne soient pas admis dans l'Alliance Atlantique.

Par contre, la pression américaine s'est exercée sur le gouvernement ukrainien qui a dû accepter, contre une prime de 3 milliards de dollars, la dénucléarisation de l'Ukraine par le démantèlement de 1500 charges nucléaires stationnées sur son territoire. Démonstrativement le 14 janvier, à Moscou, CLINTON, ELTSINE, KRAVTCHOUK ont signé un accord de démantèlement de l'arsenal nucléaire stationné en Ukraine. "Le Monde" du 16 et 17 titre :

> *"Mr CLINTON semble avoir validé la doctrine russe de " l'étranger proche"."*

Faire de la Russie d'ELTSINE la clé de voûte et la force agissante du maintien de "l'ordre" dans la CEI (Russie comprise) est pour l'impérialisme américain, au moins actuellement, plus important que la vitesse des "privatisations" et du recours à l'économie de marché. En conséquence, il apporte son soutien à Boris ELTSINE qui est à nouveau en difficulté à la suite du référendum et des élections du 12 décembre, mais se réaxe sur les "conservateurs". (Le prochain n° de CPS consacrera un article à l'examen de la situation dans les pays de la CEI).

LA CLASSE OUVRIERE ABSENTE DE LA SCENE POLITIQUE

L'émergence de la tourbe que constitue le "Parti Libéral Démocrate" et de Vladimir JIRINOVSKI, des ultra-nationalistes, des forces les plus ouvertement réactionnaires, au cours de ces élections a comme raison fondamentale l'impossibilité pour le prolétariat d'être présent dans ces élections, aussi bien étant donné leur nature que du fait de l'absence d'organisation politique représentative de ses intérêts. Il faut noter que, quelques jours avant le référendum et les élections, devait démarrer une grève des mineurs. "Libération" du 7 décembre a écrit :

> *"Le gouvernement devait faire face à une grève illimitée de 60 000 des 200 000 mineurs de charbon qui exigent le paiement de leurs salaires dont certains n'ont pas été versés depuis octobre. Le vice premier ministre, Egor GAIDAR, chef de file de la liste pro-eltsinienne "Choix de la Russie", menait à Moscou des négociations très serrées avec les représentants du puissant syndicat indépendant des mineurs qui ont finalement décidé lundi soir (le 6 décembre) de suspendre leur mot d'ordre."*

ELTSINE, GAIDAR et les autres ne voulaient pas que se déroule une grève de la puissante corporation des mineurs alors qu'avaient lieu le référendum et les élections. Les dirigeants du syndicat indépendant des mineurs n'ont pas voulu non plus que la classe ouvrière soit présente ne serait - ce que sous la forme d'un puissant mouvement revendicatif.

Le 24 janvier 1994.

CONCLUSION DE L'URUGUAY ROUND

Décidé à la conférence du GATT, réunie le 15 septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay), un nouveau cycle de "négociations commerciales multilatérales", "l'Uruguay Round", s'est conclu le 15 décembre 1993, positivement - au moins ses négociateurs l'affirment-ils. Clinton, président des États-Unis, s'est exclamé : *"C'est une date historique"*. Les gouvernements de Bonn, de Londres, de Tokyo, la commission de la CEE, affichent une grande satisfaction.

En France, à la suite de l'accord concluant "l'Uruguay Round", le 15 décembre, le gouvernement Balladur a obtenu le vote de confiance (466 voix pour, 90 contre) qu'il sollicitait de la majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale. Apparemment, celle-ci est donc très satisfaite.

RELANCE AUX USA APRES LA "DÉPRESSION" DE 1980-82

Encore faut-il rappeler pourquoi, comment l'Uruguay Round ? La crise économique récurrente de l'économie capitaliste, qui dure depuis 1975, a connu en 1980-82 une phase aiguë. En 1982, la production mondiale a chuté de

1,8 % et le volume du commerce mondial d'environ 3 %. Le capitalisme américain a été particulièrement touché. En 18 mois, entre juillet 1981 et novembre 1982, le produit intérieur brut des États-Unis a diminué de près de 5 %, la production industrielle de 12 %. L'administration Reagan, entrée en fonction en janvier 1981, a "relancé" alors l'économie capitaliste de la façon la plus classique : en défendant les profits par la baisse des impôts les touchant, en réduisant des "programmes sociaux", en lançant un des plus gigantesques programmes militaires par "temps de paix". La production en a reçu une puissante impulsion. En 1984, le PNB des USA a crû de 6,7 %. Mais si l'on veut avoir une illustration du caractère parasitaire de ce "boum", il suffit de se reporter à ce qu'écrivait le *"Bilan économique et social 1984"*, publié par *"Le Monde"* :

> *"Ce sont les services qui ont offert environ les deux tiers des nouveaux emplois. En octobre et en novembre, 40 % des nouveaux postes de travail étaient situés dans le commerce de détail. En dépit des progrès constatés, environ 30% des emplois disparus dans l'industrie manufacturière pendant la récession de 1981-1982 n'ont pas encore été remplacés. La crainte de la désindustrialisation n'est pas disparue aux USA".*

FINANCEMENT DE LA "RELANCE" AUX USA

Cette "relance" a entraîné une augmentation massive des déficits budgétaires. Ils sont passés de 110,6 milliards de dollars (pour le budget octobre 1981 - septembre 1982) à 195,4 milliards (octobre 1982 - septembre 1983), puis à 185,4 milliards (octobre 1983 - septembre 1984), 212 milliards (1984-1985), et enfin 221 milliards (1985-1986). En conséquence, l'endettement de l'Etat s'est accru à grande vitesse. Le portefeuille de la "F.E.D." (Federal Reserve Board, la banque centrale américaine) en titres de la dette publique est passé de 130,5 milliards de dollars à 221,4 milliards en 1986. Les réserves des autres banques centrales (détenues surtout en bons et obligation du Trésor américain) sont passées de 170 milliards de dollars en 1981 à 211,7 milliards en 1986. Tous les secteurs se sont massivement endettés au cours de ces années : État fédéral, États, autres collectivités territoriales, entreprises, particuliers.

La "relance" financée massivement par l'endettement n'a été possible qu'autant que le capitalisme américain demeurait et demeure la puissance économique et financière dominante dans le monde. Il en résulte que le dollar joue le rôle de principale monnaie internationale. La grande majorité des prix internationaux est libellée en dollars. Et, de ce fait, la F.E.D. apparaît comme une banque d'émission de dimension mondiale. Elle bénéficie largement de cette situation privilégiée et l'économie américaine, le gouvernement américain également. C'est ainsi que les banques centrales étrangères achètent aux banques commerciales de leur pays les avoirs en dollars dont celles-ci disposent, et les placent en bons et obligations du Trésor américain. C'est une formidable source de financement par l'emprunt qu'à partir de 1982 l'administration Reagan a particulièrement utilisée pour impulser la "relance".

Comme aux USA, dans l'ensemble des pays capitalistes dominants, la phase de crise du début des années 1980 a été surmontée au prix d'un développement du parasitisme, de la spéculation financière et boursière, tandis qu'économiquement et financièrement, les pays semi-coloniaux subordonnés aux puissances impérialistes se sont effondrés, sous l'effet, notamment, de leur endettement.

Ces années ont été marquées par le déséquilibre des échanges économiques, et principalement par les énormes déficits des balances du commerce et des paiements courants des États-Unis :

Balances commerciales (soldes en milliards de dollars)

	1982	1983	1984	1985
États-Unis	- 36,5	- 62	- 112,5	- 124,6
Japon	18,1	31,1	44,3	56
Allemagne	26,7	23,3	22,9	28,9
France	- 15,5	- 8,2	- 4,1	- 5,4
Grande-Bretagne	4,2	- 1,1	- 5,8	- 2,7
Italie	- 7,9	- 3,1	- 6,1	-7

Balance des opérations courantes (soldes en milliards de dollars)

	1982	1983	1984	1985
États-Unis	- 9,2	- 41,6	- 106,5	- 117,7
Japon	6,9	20,8	35	49,2
Allemagne	3,6	4,1	22,9	28,9
France	- 12,1	- 4,4	- 0,8	- 0,2
Grande Bretagne	9,1	4,4	2,1	4,6
Italie	- 5,5	0,8	2,9	4,2

La "relance" de l'économie capitaliste, au prix du développement à grande vitesse du parasitisme (dont l'économie permanente d'armement), a donc entraîné un formidable endettement et aussi la croissance à vive allure du déficit des balance du commerce et des opérations courantes des États-Unis. L'impérialisme américain a conçu l'ouverture et la conclusion de *"nouvelles négociations commerciales"* comme un moyen pour en finir avec la dégradation de ses échanges et, si possible, pour les rééquilibrer. C'est pourquoi l'Assemblée du GATT du 15 septembre 1984 a, sous sa pression, décidé de

l'ouverture de "l'Uruguay Round". Ces "nouvelles négociations commerciales" ont succédé à de nombreux autres "Rounds" que le GATT a organisé depuis 1948, dont le "Dillon Round", le "Kennedy Round", le "Tokyo Round", sans omettre "l'Accord multifibres" (AMF).

Pour les capitalismes dominants, les années 1987, 1988, 1989 ont été des années relativement prospères, mais les déséquilibres des échanges se sont encore accrus. L'évolution des soldes des balances commerciales et de paiements courants en témoigne.

Balances commerciales (soldes en milliards de dollars)

	1987	1988	1989
États-Unis	- 159,5	- 127	- 114,9
Japon	96,4	95	76,9
Allemagne	70,2	79,6	77
France	- 9,2	- 8,5	- 10,1
Italie	- 0,1	- 1,2	- 2
Grande-Bretagne	- 16,6	- 37,5	- 39

Balances des opérations courantes (soldes en milliards de dollars)

	1987	1988	1989
États-Unis	- 143,7	- 128,9	- 114,9
Japon	87	79,6	57,2
Allemagne	45,2	50,3	55,4
France	- 4,4	- 3,5	- 3,8
Italie	- 1,5	- 1,2	- 2
Grande-Bretagne	- 4,7	- 26,9	- 31,3

Les déficits des balances du commerce et des opérations courantes américaines sont devenus abyssaux. Pourtant, au cours de ces années, afin de lutter plus efficacement sur le marché mondial, l'impérialisme américain a fait chuter le dollar par rapport aux autres monnaies. Le 26 février 1985, le dollar s'échangeait contre 10,61 francs, 3,47 marks ou 265 yens. Fin 1989, les cours des changes étaient les suivants, pour un dollar : 5,68 francs, 1,72 mark, 144 yens. L'impérialisme américain avait d'autant plus besoin de "l'Uruguay Round". La "dépression" qui a commencé en 1990 a rendu plus impérieuse encore cette exigence américaine.

"L'URUGUAY ROUND" ET LA RÉFORME DE LA P.A.C.

L'objectif principal de l'impérialisme américain est de réduire autant que possible la Communauté économique européenne à une immense zone de libre échange qui serait ouverte à la pénétration de ses marchandises, de ses services, de ses capitaux. Pour lui, la principale réalisation de la CEE, la politique agricole commune (PAC) devrait être remise en cause et démantelée. Dans l'immédiat, il entend que soient diminuées, puis supprimées, les subventions à l'exportation des produits agricoles de la CEE, lesquelles bénéficient surtout à l'agriculture française et font de celle-ci une rivale, sur le marché mondial, de l'agriculture américaine ; il exige que les frontières de la CEE soient ouvertes aux importations agricoles. C'est sur la question de la PAC que les négociations de "l'Uruguay Round" ont échoué en 1990.

Le 21 mai 1992, le Conseil des ministres de l'agriculture des pays de la CEE a conclu *"un accord bouleversant la politique agricole afin de ne plus pousser à la surproduction. Mises en jachère et baisses des prix seront équilibrées par des primes versées aux agriculteurs"*. *"Le Bilan économique et social 1992"* publié par *"Le Monde"* a résumé ainsi :

> *"Les dépenses communautaires pour soutenir l'agriculture progressaient d'année en année (240 milliards de francs en 1992) sans qu'il soit possible de dégonfler les stocks (25 milliards de tonnes de céréales, 260.000 tonnes de lait, 900.000 tonnes de viande de bovins dorment dans les entrepôts) ou de réduire les subventions à l'exportation, et surtout sans que le revenu des paysans progresse.*
>
> *En 1992, il aura baissé de 5,9 % en France. L'objet de la réforme de la PAC consiste à réduire sur trois ans les prix garantis payés aux agriculteurs : - 29 % pour les céréales et - 15 % pour la viande. L'autre moyen de freiner une production qui ne trouve pas preneur au prix du marché est de mettre des terres (25 % de la surface des céréales) en jachère ; mais seront dispensés de jachère les paysans qui se lancent dans les cultures industrielles. Les baisses des revenus des agriculteurs doivent, en revanche, être intégralement compensées par des primes , dont le mode de calcul sera, du reste, très difficile à mettre au point, car il faut tenir compte des rendements très différents d'une région à l'autre pour le blé, le colza ou le maïs".*

"Le Monde" du 23 mai 1992 a écrit dans son éditorial international, sous le titre *"Le GATT relancé"* :

> *" La politique agricole commune (PAC) est réformée. C'était une nécessité en soi. Mais au lendemain de l'accord de Bruxelles, les espoirs renaissent de voir aboutir aussi les négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) entamées en septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay). Au fil des ans, les discussions de l'Uruguay Round s'étaient non seulement focalisées sur les États-Unis et l'Europe,*

mais, de surcroît, réduites à un contentieux sur les céréales entre Bruxelles et Washington. Les négociations commerciales en cours concernent pourtant plus d'une centaine de pays et touchent la plupart des secteurs de l'activité économique.

"Réduisez vos subventions à l'exportation", clamaient les États-Unis. *"Limitez vos aides à l'exportation"*, rétorquaient les Européens. Ce dialogue de sourds entre les deux continents, récemment illustré par l'échec de la rencontre entre M. Bush et M. Delors paraissait sans issue à moins d'une réforme de la PAC".

LE "PRÉ-ACCORD" DE BLAIR HOUSE

C'est à partir de la réforme de la PAC que la délégation de la CEE a négocié et conclu le 19 novembre 1992 le "pré-accord" de Blair House sur le volet agricole des négociations de "l'Uruguay Round". Ce "compromis" a reçu le 25 novembre l'aval de la Commission de Bruxelles.

Il prévoyait d'ici 1999 une baisse de 21 % des exportations agricoles subventionnées de la CEE, les subventions de la PAC à ces exportations devaient être réduites d'ici là de 36 %. En conséquence, les exportations de blé, par exemple, qui sont toutes subventionnées, ne devraient plus être, au maximum, que de 23,4 milliard de tonnes en 1999, alors que les surplus exportables se situent actuellement à 35 millions de tonnes. Les exportations de viande bovine en provenance de la CEE devaient être réduites d'ici à 1999 d'environ 500.000 tonnes selon certaines extrapolations.

Inversement, les pays de la CEE, qui n'importent que 200.000 tonnes de porc et de volailles par an devraient en importer 215.000 tonnes ; ils n'importent que 110.000 tonnes de fromage, ils devraient en importer 215.000 tonnes. Enfin, le "pré-accord" de Blair House stipulait que la CEE importe 3 %, en 1994, de sa consommation de céréales, et 5 % par la suite. Alain Vernholles, auteur de l'article du *"Monde"* du 11 septembre 1993 d'où sont tirées ces données, écrit encore :

"A y regarder de près, le texte de Blair House révèle quelques uns de ses secrets. Contraignant pour les céréaliers, mais beaucoup plus encore pour les producteurs de viande bovine, il gênera aussi des productions comme le fromage, les élevages de porcs et de volailles, la production de sucre. C'est dire qu'il handicapera non seulement une agriculture très moderne, mais certains pans de l'industrie alimentaire".

L'agriculture française est la principale agriculture de la CEE, la deuxième du point de vue des exportations dans le monde, après celle des USA. Les partenaires européens du capitalisme français supportent de moins en moins les charges que leur impose la PAC. Ils ont défendu avant tout leurs intérêts, au détriment de ceux du capitalisme français. Le gouvernement français d'alors (Mitterrand-Bérégovoy-Soisson et autres) s'est retrouvé seul au sein du Conseil des ministres de la CEE à s'opposer au "pré-accord" de Blair House.

En France, les organisations d'exploitants agricoles ont déclenché dès novembre 1992 une tonitruante campagne contre le "pré-accord" de Blair House. Elles ont exigé du gouvernement d'alors qu'au Conseil des ministres de la CEE, il use de son "droit de veto" pour empêcher ce conseil de ratifier ce "pré-accord". Alors, l'UDF et le RPR étaient dans l'opposition. Ils ont aussi exigé que le gouvernement Mitterrand-Bérégovoy-Soisson et autres utilise ce "droit de veto".

MANŒUVRE EN RETRAITE

Dès sa formation, le gouvernement Balladur a amorcé une manoeuvre en retraite par rapport aux positions que le RPR et l'UDF avaient prises avant les élections de mars 1993. Il s'est bien gardé de brandir les menaces de "veto". Au cours de sa déclaration de présentation de sa politique à l'Assemblée Nationale, le 7 avril, il a expliqué :

"En ce qui concerne les négociations du GATT, je confirme que nous demandons une discussion non seulement sur l'agriculture, mais aussi sur les autres dossiers non réglés. Nous n'acceptons pas, et Monsieur le Ministre du commerce extérieur le sait mieux que moi, un système de négociations, étape après étape, qui conduit les pays européens à offrir un front dispersé et ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans le monde. Notre agriculture n'est pas la seule en cause mais de façon plus générale, c'est notre activité économique entière qui est en cause".

Le 8 juin, à la réunion du Conseil des ministres des douze, le gouvernement français a donné son aval à l'accord conclu en novembre 1992 à Washington entre la Commission et les États-Unis, dont l'objet est la limitation de la production d'oléagineux dans les pays de la CEE. En conséquence de cet accord, 10 % des surfaces traditionnellement affectées aux grains oléagineux (colza, tournesol, soja) doivent être gelées.

Au cours de l'été, Balladur a expliqué que *"la France ne pensait pas avoir raison sur tout"*, façon comme une autre de manoeuvrer en retraite. Au Conseil des ministres de la CEE du 27 septembre 1993, Balladur a accepté que Leon Brittan, négociateur de la Communauté, soit mandaté pour demander au gouvernement des USA qu'il veuille bien discuter *"d'interprétations, de compléments"* à "Blair House".

La réponse de Washington a été sèche et nette. Dans un communiqué, le négociateur américain, Mickey Kantor, a précisé :

"Les États-Unis ont l'intention de terminer les négociations sur l'Uruguay Round d'ici au 15 décembre. Nous ne rouvrirons pas l'accord de Blair House, que ce soit directement ou indirectement. Une interprétation ou une clarification de Blair House ne peut pas être un moyen déguisé de modifier les termes de l'accord atteint en novembre 1992. L'accord de Blair House, conclu il y a près de dix mois, est le reflet d'un compromis difficile que les États-Unis ont accepté dans sa totalité. L'accord de Blair House était tout juste acceptable pour les EU

et les autres partenaires commerciaux de la communauté européenne. Les plans pour une réunion entre moi-même et sir Leon Brittan étaient en cours avant la réunion du conseil jumbo. Rouvrir l'accord de Blair House ne sera pas à notre ordre du jour".

Après cela, que valaient les affirmations générales du communiqué de la réunion du 27 septembre du conseil des ministres de la CEE :

"La Communauté doit s'assurer que ses engagements internationaux sont compatibles avec la PAC. Le Conseil a confirmé sa position selon laquelle les résultats du cycle d'Uruguay dans le secteur agricole ne peuvent avoir pour effet de mettre en cause directement ou indirectement la pérennité de la PAC ainsi que le respect de ses principes de base, et notamment la préférence communautaire. Il se doit de maintenir la vocation exportatrice de la Communauté et de lui assurer sa place sur le marché international des produits agricoles".

LA PRESSE FRANÇAISE CHANGE DE TON

En même temps, la presse française changeait de ton. Le même *"Monde"* du 22 septembre qui annonçait triomphalement *"Le compromis agricole obtenu à Bruxelles"*, écrivait dans son éditorial international :

"Les organisations paysannes seraient bien inspirées de limiter leurs requêtes. Défendre ses intérêts par rapport à un pré-accord ressenti comme déséquilibré. Mais il serait peut-être temps aussi de parler avec modération de la "vocation exportatrice de la France et de la Communauté". *Plus de 70 % des exportations agro-alimentaires de la France sont destinées aux autres États membres et ne tombent pas sous le coup des limitations de "Blair House". Le reste qui est livré aux pays tiers est exporté avec l'argent du budget européen. La Communauté avec sa politique de subventions s'est souvent comportée en prédateur : sa part du marché mondial du blé était de 11 % en 1978 ; 15 % en 1983 ; 21 % en 1991 !".*

Ensuite :

"Plutôt que de vouloir maintenir à tout prix des performances à l'exportation plus spectaculaires que satisfaisantes, la France aurait intérêt à faire réussir la réforme de la PAC, dont l'objet est de mieux maîtriser la production. L'hymne à l'exportation des céréales ou de la viande paraît d'autant plus anachronique que les pays de l'Est - l'Ukraine, la Russie - frappent à la porte".

"L'Événement" du 7 octobre 1993 posait la question :

"Le France a voulu se battre sur tous les fronts, et c'est peut-être là son erreur : l'agriculture, les services, le textile, l'acier, l'aéronautique, l'accès aux marchés, tout était bon pour entreprendre de bruyantes croisades contre les "libre-échangistes dogmatiques". Ne risque-t-elle pas de perdre aujourd'hui sur tous les tableaux ? Paris semble le comprendre, et se prépare aux sacrifices. C'était le sens du message adressé par Edouard Balladur, au lendemain du conseil des ministres européens de la mi-septembre, lorsqu'il se disait prêt "à ne pas avoir raison à 100 %". *Car, même si les Français se montrent sceptiques devant les chiffres mirifiques avancés par l'OCDE - qui prévoit une augmentation du revenu mondial de 213 milliards de dollars par an si l'accord est signé -, ils reconnaissent que la libéralisation des services et la mise sur pied d'un véritable droit de la propriété intellectuelle leur seront favorables..."*

L'APPARENCE ET LA RÉALITÉ

De nombreuses voix du personnel politique de la bourgeoisie, se situant au sommet de celui-ci - Giscard d'Estaing, Barre, Millon, d'autres - se sont fait entendre pour réclamer une politique permettant d'aboutir à un accord au GATT. Un échec, ont-ils expliqué, serait une catastrophe pour la France (entendons : pour l'impérialisme français). Le gouvernement français n'en a pas moins continué à affirmer qu'il ne signerait pas un accord dans lequel *"les intérêts de la France ne seraient pas sauvegardés"*., faisant également grand cas de "l'exception culturelle". *"Libération"* du 14 octobre 1993 a souligné :

"En 1986, l'ensemble des participants au lancement de l'Uruguay Round ont décidé d'inclure le secteur des services dans la négociation : la production cinématographique et audiovisuelle y est intégrée. Dès lors, les États-Unis peuvent prétendre, dans le futur, s'attaquer aux protections mises en place par Bruxelles pour défendre l'industrie européenne. C'est à dire, par exemple, aux mesures qui imposent des quotas d'oeuvres européennes sur les chaînes de télévision. La France plaide pour l'exception culturelle qui exemperait l'audiovisuel des règles du GATT. La commission européenne plaide pour la spécificité culturelle qui permettrait "d'enregistrer" au GATT les mécanismes de protection européens et de les faire admettre par tous".

Sous l'apparence de la fermeté, le gouvernement Balladur a montré les limites de ses prétentions. A propos des questions agricoles, Balladur a prononcé à l'Assemblée Nationale une phrase désormais historique : *"Nous n'accepterons pas qu'un hectare supplémentaire que ceux qui résulteront de la réforme de la PAC soit mis en friche"*. Or, c'est justement cette réforme qui a préparé les négociations sur le volet agricole et le "pré-accord" de Blair House.

LE CADRE FIXÉ PAR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Un constat doit être établi : c'est dans les conditions correspondant à ce qui convenait au gouvernement américain que s'est déroulée la dernière phase des discussions de "l'Uruguay Round". Les partenaires des USA se sont pliés à

leurs conditions de négociations, CEE et gouvernement français compris. D'abord, ratification par la Chambre des représentants de l'accord de libre-échange (ALENA) entre les USA, le Canada et le Mexique, qui a eu lieu le 18 novembre 1993. Cet accord renforce la primauté et la prédominance quasi-absolue du capitalisme américain sur cette région qui compte 360 millions d'habitants et cela dans tous les domaines : économiques, commerciaux, financiers. Ensuite, les 19 et 20 novembre, à Seattle (États-Unis), a eu lieu la réunion des 17 pays de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), lesquels ont adressé un appel pressant à la CEE pour que soit conclu, avant le 15 décembre 1993, par un accord, "l'Uruguay Round". Enfin, la date butoir du 15 décembre correspondait à ce dont avait besoin Clinton pour utiliser, devant le Congrès américain, la procédure dite "fast track" (procédure rapide) que *"Le Monde"* du 15 décembre définit ainsi :

> *"La date butoir du 15 décembre pour conclure le cycle de l'Uruguay a reçu l'aval de l'ensemble des négociateurs du GATT, européens compris. Il n'empêche que, à l'origine, le choix de cette échéance était dicté par de strictes considérations de politique intérieure américaine. Pour mener la négociation du cycle de l'Uruguay, l'administration dispose en effet d'un mandat très large accordé par le Congrès - le "fast track". Ce mandat lui a été renouvelé à différentes reprises depuis sept ans que dure le cycle de l'Uruguay.*
>
> *La procédure du "fast track" permet à l'administration de demander au Congrès un vote bloqué. Autrement dit, le Sénat et la Chambre doivent se prononcer par un "oui" ou un "non" sur l'ensemble de l'accord, et non sur chaque article pris séparément, ce qui évite qu'un compromis laborieusement négocié et très technique coure le risque d'être torpillé sur un point particulier.*
>
> *En réalité, le "fast track" ne vient à expiration qu'à la mi-avril 1994. Mais parce qu'elle doit accorder cent jours de session parlementaire aux membres du Congrès pour qu'ils examinent le dossier, l'Administration a opté pour le 15 décembre au soir comme date butoir. Ce jour-là, l'administration devra avoir déposé sur le bureau du congrès le texte de l'accord obtenu au GATT".*

Pendant les semaines, et surtout les derniers jours avant l'échéance que le gouvernement américain avait fixée, ce fut le tintamarre médiatique, la dramatisation soigneusement orchestrée, le psychodrame. Accord ou échec ? Finalement, ce fut le "happy end" du 14 décembre et le "triomphe" de Balladur.

LE VOLET AGRICOLE

La réalité est moins glorieuse. L'impérialisme américain a tout juste consenti des assouplissements des "pré-accords" de Blair House. Pour en juger pleinement, il faut attendre la publication des textes. Pourtant, les indications données par la presse montrent d'ores et déjà ce qu'il en est : la réduction des exportations agricoles subventionnées reste fixée à 21 % en six ans, mais est applicable pour l'ensemble des pays du GATT. Les années de référence seraient les années 1991 et 1992, au lieu de 1986-1990, ce qui serait plus avantageux pour l'agriculture française - mais seulement pendant les premières années. Des aides aux agriculteurs, non liées à la production, sont autorisées. Ce que Balladur a appelé "la clause de paix", c'est à dire de non remise en cause des accords conclus, passe de 6 à 9 ans. Des chiffres sont avancés, qui ne sont que des supputations, selon lesquels seraient évitées des importations supplémentaires de 3,17 millions de tonnes de céréales, 594.000 tonnes de viande porcine, 106.000 de fromages, 72.000 tonnes de poudre de lait. Ces conjectures ne sauraient faire oublier la dure réalité : sur le fond et l'essentiel, il s'agit de la confirmation des "pré-accords" de Blair House. Ainsi, sont maintenues les conditions privilégiées dont bénéficient les exportations de maïs américain au Portugal et en Espagne ; les USA continueront à exporter massivement sans obstacle les produits de substitution aux céréales, les "corn gluten feed".

Un fait est illustratif : le gouvernement français a demandé au Conseil européen qu'il s'engage dès maintenant à fournir des compensations budgétaires au cas où, par suite de l'application accords de "l'Uruguay Round", il faudrait mettre en jachères de nouvelles terres. Cela prouve que le gouvernement Balladur estime que cette éventualité est plus que vraisemblable. "L'engagement" pris par le Conseil est de ceux qui n'engagent à rien :

> *"Si des mesures complémentaires s'avéraient nécessaires, le Conseil convient qu'elles ne devraient pas augmenter les contraintes de la politique agricole réformée. Le Conseil prendrait, si besoin était, des mesures tout en respectant la décision du Conseil européen d'Édimbourg".*

Or, ce conseil a strictement limité les dépenses de la CEE par rapport à la PAC.

PAS "D'EXCEPTION CULTURELLE"

Momentanément, l'audiovisuel n'a pas été intégré dans les accords qui ont conclu les négociations de "l'Uruguay Round". Ce n'est cependant pas "l'exception culturelle" que réclamait le gouvernement Balladur. Le régime actuel est un statu-quo provisoire puisque, dans trois ans, une nouvelle négociation devrait s'ouvrir à ce sujet. De plus, les conditions mêmes de la production audiovisuelle en Europe font que le rouleau compresseur américain, dans ce domaine, ne peut finalement que l'emporter, d'autant plus que vont intervenir de nouvelles technologies, se multiplier les transmissions par satellite, etc.

AÉRONAUTIQUE

L'aéronautique ne figurait pas au programme de "l'Uruguay Round", mais était discutée parallèlement. *"Le Monde"* du 16 décembre 1993 donne l'interprétation suivante de ce qui a été convenu :

"Les États-Unis et l'Union Européenne ont décidé de proroger l'accord bilatéral du 17 juillet 1992 régissant les subventions aux avions civils gros porteurs jusqu'à la fin de 1994, ce qui leur donne un délai supplémentaire pour trouver un accord "multilatéral" au GATT. En cas d'échec des négociations au bout d'un an, l'aéronautique serait intégrée au code général des subventions, mais avec deux modifications tenant compte des spécificités du secteur".

TRANSPORTS MARITIMES

Quant aux transports maritimes : *"un statu quo protectionniste"*, écrit *"Le Monde"* du 16 décembre, qui commente :

"Les mesures protectionnistes prises de longue date par l'administration des États-Unis dans l'organisation des transports maritimes seront maintenues après la signature de l'accord du GATT, la partie américaine n'ayant fait aucune "offre d'engagement" substantielle, sauf sur le sujet limité des services dans les ports. L'Union européenne a libéralisé quasi-totalement ce secteur, sans obtenir de réciprocité.

La concurrence entre les vieilles nations européennes, traditionnellement maritimes, et le reste du monde, se traduit par une faiblesse accentuée des flottes marchandes (sauf quelques compagnies danoises) soumises à une vive pression des États-Unis et de pays asiatiques dynamiques, comme le Japon, la Corée, Taiwan, la Malaisie, Hongkong ou Singapour. Le libre accès décidé en 1986 et effectif depuis le 1er janvier 1993, de tous les armements mondiaux au trafic de la Communauté, se traduit ainsi par la domination des armements américains, comme le géant Sealand, ou asiatiques, comme Evergreen (taïwanais) et NYK (japonais)".

"L'ORGANISATION MULTINATIONALE DU COMMERCE"

Le gouvernement Balladur fait grand cas de l'institution d'une "Organisation mondiale du commerce". L'OMC devrait se substituer, mais seulement à la longue, au GATT. Au moins pour un temps, le GATT formé *"le 30 octobre 1947"* devrait se maintenir *"tel qu'il a été rectifié, amendé ou modifié par la suite"*. La fonction de l'OMC sera de faciliter *"la mise en oeuvre et le fonctionnement"* de l'accord concluant les négociations de "l'Uruguay Round". Elle sera dotée d'une "Conférence ministérielle", d'un Conseil général", de conseils *"du commerce des marchandises, du commerce des services, des droits de propriété intellectuelle"*. *"Libération"* du 15 décembre 1993 a écrit que l'Organisation mondiale du commerce *"suppose surtout l'abandon, pour tous les secteurs couverts par ces accords, des armes commerciales unilatérales : quand ils ont un différent, les pays devront se soumettre à la "justice" du GATT"*.

Mais, rappelle *"Le Monde"* du 16 décembre, en 1950, les USA ont rejeté les accords de La Havane qui prétendaient constituer une organisation du genre OMC :

"Les États-Unis sont-ils véritablement prêts à accepter aujourd'hui ce qu'ils refusaient en 1950 ? En fait, rien n'est moins sûr. En dépit des déclarations de victoire, Mickey Cantor a bien précisé, mardi 14 décembre, que Washington dispose d'armes commerciales - dont le fameux article 301 qui permet à Washington d'imposer des mesures de rétorsion unilatérales (un relèvement des droits de douane, par exemple). Dans ces conditions, l'OMC risque de n'avoir que des pouvoirs restreints. Toute la question est de savoir si l'Union européenne répliquera en se dotant d'instruments de rétorsion identiques à ceux des États-Unis. La France le souhaite. Mais la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Pays-Bas sont pour le moment réservés".

En clair : les USA gardent leur armement protectionniste, l'OMC ne dispose que d'un sabre de bois et l'Union Européenne est désarmée.

DÉPENDANCE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

La réalité des accords de "l'Uruguay Round" ne correspond pas à la présentation qu'en font le gouvernement Balladur et la plupart des médias. A l'évidence, si l'impérialisme américain n'atteint pas la totalité des objectifs qui étaient les siens, les résultats des négociations de "l'Uruguay Round" correspondent à ses intérêts et vont dans le sens de ses objectifs initiaux.

Le renforcement de "l'unité de l'Europe" dans le processus des négociations est une autre légende. Au cours de ces négociations, les gouvernements anglais et des Pays-Bas, ont montré qu'ils étaient étroitement liés à l'impérialisme américain. L'impérialisme allemand, deuxième puissance commerciale mondiale, a le plus grand intérêt à ce que les entraves au commerce mondial soient les plus réduites possibles. Les uns et les autres ont respecté les formes, d'autant plus qu'ils ne veulent pas faire se disloquer la CEE dont ils ont également besoin. Mais ce sont leurs intérêts qui ont prévalu. Les concessions faites aux intérêts spécifiques de l'impérialisme français ne pouvaient être que mineures.

Lui-même est trop dépendant des marchés européen et mondial (sans avoir le poids et la force du colosse économique que sont les USA, ni des géants économiques que sont le Japon et l'Allemagne) pour se tenir en dehors des accords conclus. En effet, ce sont environ 25 % de la production française qui sont exportés dans la CEE et dans le monde, ainsi que 25 % de la consommation française qui sont importés. Par ailleurs, le capitalisme français escompte tirer parti des accords de "l'Uruguay Round" dans les "services", certaines industries de pointe, l'industrie du luxe, la chimie, etc.

À L'AVANTAGE PARTICULIER DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN...

Un exemple particulièrement frappant permet de mieux comprendre à qui profite les accords de "l'Uruguay Round", les décisions prise en ce qui concerne *"les services financiers"*. *"Le Monde"* du 16 décembre écrit encore :

> *"Les États-Unis ont obtenu satisfaction sur les services financiers... Les EU ne souhaitent pas depuis le début des négociations ouvrir le marché des services financiers (banque, assurance, courtage boursier) à tous les pays du cycle de l'Uruguay. Ils estiment que certains d'entre eux - Japon, Singapour, Malaisie, Taiwan, et la plupart des pays du Sud-Est asiatique - bloquent ou limitent l'accès à leurs marchés. Mais, en voulant conditionner l'ouverture du marché américain, ils remettent en question une des règles fondamentales du GATT, la "clause de la nation la plus favorisée" selon laquelle les avantages accordés à un pays sont automatiquement appliqués aux autres. Dans leur accord bilatéral, Américains et Européens ont prévu que les États-Unis auront le droit, pendant dix-huit mois, jusqu'à la mise en place le 31 juillet 1995 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'observer la façon dont les autres pays donnent des signes d'ouverture de leurs marchés. Puis ils auront six mois pour prendre une position définitive : appliquer les mêmes règles pour tous les pays ou n'ouvrir leur marché qu'aux États faisant preuve de bonne volonté. L'Union européenne se réserve le droit d'appliquer le même système, mais* "cela seulement si la situation le requiert", *indique Hugo Paenem, un des principaux négociateurs européens".*

L'impérialisme américain bénéficie donc du privilège de ne pas avoir à ouvrir son *"marché des services financiers"*.

...ET DE L'ENSEMBLE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Dans le cas du passage en dix ans de "l'Accord multifibres" (AMF) à un régime de liberté d'exportation et d'importation, ce sont les intérêts de l'ensemble des grandes puissances impérialistes qui prévalent. Au moins provisoirement, les contingentements des textiles et des vêtements venant des pays à bas coût de revient sont maintenus. Par contre, ces pays devront ouvrir leurs frontières aux exportations en provenance des pays impérialistes.

Cet exemple montre que les accords résultant des négociations de "l'Uruguay Round" vont aussi dans le sens de la défense des intérêts de l'ensemble des grandes puissances impérialistes, même si ceux qui prévalent généralement sont ceux de l'impérialisme américain. Le gouvernement des USA a même accepté de réduire dans ce domaine les "pics tarifaires" - les droits de douane particulièrement élevés - qu'il impose à nombre de marchandises importées aux États-Unis.

RÉDUCTION MASSIVE DES DROITS DE DOUANE DES PAYS SEMI-COLONIAUX

La réduction des droits de douane, imposée à un certain nombre de pays, va dans le sens des intérêts des puissances impérialistes : 40 % pour la Corée du Sud, dont les droits de douane appliqués aux marchandises en provenance de la CEE ne devront pas, à l'avenir, dépasser 10 % ; Singapour est soumis aux mêmes conditions ; les taxes perçues à Hongkong varieront entre 0 et 35 %.

> *"Les pays asiatiques vont devoir procéder à des réductions tarifaires "substantielles". Alors que les droits de douane de l'ordre de 100 % ne sont pas exceptionnels dans cette partie du monde, ils varieront en général entre 10 et 30 % en Malaisie et en Thaïlande, et entre 25 et 40 % en Inde. Pour leur part, l'Indonésie et les Philippines ont établi leurs taux plafonds respectivement à 40 % et 50 %. Ils seront moins élevés pour les pays d'Amérique latine (de 25 à 30 %). A cela, il faut ajouter les engagements pris par une majorité de PVD (pays* dits *en voie de développement) d'éliminer les mesures non-tarifaires empêchant l'accès à leur marché. Sans compter les efforts qu'ils devront fournir pour respecter les règles convenues dans les domaines des normes techniques et sanitaires, ainsi que le renforcement des disciplines applicables aux restrictions autorisées dans le cas de difficultés de balances de paiements"* (*"Le Monde"* du 16 décembre 1993).

Par contre, en moyenne, les droits de douane des pays capitalistes dominants n'ont été, cette fois, que faiblement réduits. Les réduire massivement n'était pas l'objectif de "l'Uruguay Round". Bien plutôt, il s'est agi, sinon de supprimer, du moins de réduire les obstacles non tarifaires à la libre circulation des marchandises (dumping, subventions, normes techniques, système de licences, taxes discriminatoires, etc.). Il faut attendre de plus amples informations et surtout la mise en application pour en juger. Ainsi, le Japon est réputé pour son "art" de dresser mille obstacles non tarifaires à la pénétration des marchandises étrangères sur son territoire : comment et jusqu'à quel point les accords conclus le 14 décembre vont-ils s'y appliquer ?

UN PROBLEME "OUBLIÉ" : LES RAPPORTS MONÉTAIRES

Ces "négociations" et ces "accords" commerciaux ont un aspect étrange : pendant toute leur durée ont été superbement ignorés ce qui, pourtant, compte parmi les instruments les plus importants, voire sont les plus importants, des politiques commerciales des grandes puissances : les rapports monétaires, les taux d'intérêt, le crédit. Pourtant, à l'évidence, lorsque la F.E.D. laisse tomber le dollar jusqu'à 1,38 deutschemark, 4,73 francs le 2 septembre 1992, 119 yens fin octobre 1992, qu'elle a baissé son taux d'escompte à 3 %, l'impact sur les échanges commerciaux est considérable ; surtout lorsque le taux d'intervention de la Banque de France va jusqu'à atteindre 13 % au cours de ce mois de septembre, que le taux lombard en Allemagne se situe à 7,75 % et que, par contre, au Japon le taux d'escompte de la

Banque centrale est abaissé de 4,5 à 3,25 %. On ne peut omettre que la plus grande partie des échanges mondiaux sont libellés en dollars, que le dollar est la monnaie moyen de paiement, et qu'il fait fonction de monnaie de réserve. L'impérialisme américain pratique ainsi au niveau mondial une politique de "dumping" économique. En même temps, il dresse la barrière de prix élevés, en dollars, à l'entrée des marchandises étrangères aux États-Unis.

Depuis, les rapports des principales monnaies se sont modifiés. Au 3 janvier 1994, le dollar a atteint 1,774 mark, 5,92 francs, 113 yens. Ce n'est que par rapport au yen que le dollar a maintenu ses plus bas cours enregistrés en septembre 1992.

CE QUE "L'URUGUAY ROUND" NE PEUT RÉSOUDRE

Clinton a expliqué le 29 septembre 1993 les grandes lignes d'une "stratégie nationale à l'exportation". Le gouvernement américain entend que les exportations des USA passent de 628 milliards de dollars (3.516 milliards de francs) en 1992 à 1.000 milliards (5.920 milliards de francs au cours actuel) à la fin des années 1990. Pour y parvenir, seraient assouplies les conditions d'exportation de matériels de haute technologie ; un fonds d'aides à l'exportation de 150 millions de dollars serait constitué et mis en place via l'Export Import Bank ; la coordination entre agences américaines d'aide à l'exportation serait améliorée. Les conclusions de "l'Uruguay Round" occupent une place centrale dans la politique d'exportations multipliées que veut suivre l'impérialisme américain pour tenter de rééquilibrer ses balances commerciale et d'opérations courantes, sinon pour qu'elles deviennent excédentaires.

Mais les déficits américains ont des causes fondamentales qu'aucun accord sur les échanges commerciaux ne peut supprimer. Ce sont des conséquences de la sclérose et du parasitisme qu'engendre le capitalisme financier dans la puissance dominante du système impérialiste international, des charges qui pèsent sur l'Etat américain en tant que pilier, leader et principal défenseur de ce système. A cet égard, l'évolution de la balance commerciale des États-Unis au cours de ces dernières années est significative : en 1990 son déficit s'est élevé à 116 milliards de dollars, en 1991, il tombe à 69,22 milliards de dollars, mais dès 1992, il remonte à 84,3 milliards, et en 1993, il devrait s'élever à 110 milliards. Quant à la balance des opérations courantes, elle évolue ainsi : - 90 milliards de dollars en 1990, - 4 milliards en 1991, - 56 en 1992, combien en 1993 ? Les déficits diminuent au moment où sévit brutalement la récession aux USA, mais dès que la situation se stabilise et que s'amorce une "reprise", ils remontent brutalement.

D'autre part, il y a certes un rapport entre la conjoncture économique et les échanges mondiaux, mais en soi la libéralisation des échanges ne crée pas automatiquement un développement des marchés et de nouveaux débouchés. Les crises et leurs liquidations procèdent des rapports de production du mode de production capitaliste, de ses contradictions. Il suffit de rappeler que le "Tokyo Round", engagé en 1973, n'a pas empêché la phase aiguë du début des années 1980 de la crise récurrente de l'économie capitaliste qui dure depuis 1974-1975. Les échanges mondiaux qui s'étaient accrus de 5,5 % en 1979, n'ont crû que de 1,5 % en 1980, ont stagné en 1981 et ont diminué de 3 % en 1992. A quoi il faut ajouter que nombre de dispositions du "Tokyo Round" n'ont jamais été appliquées. Les "experts" ont prévu qu'au cas où "l'Uruguay Round" se conclurait positivement, il en résulterait une importante croissance économique à l'échelle internationale. Ce sont des projections totalement artificielles. Le sort des accords conclus le 14 décembre dépendra plutôt de la conjoncture économique internationale. Ils ne résisteraient pas à une aggravation de la crise économique.

AU DÉTRIMENT DES PROLÉTARIATS ET DES MASSES EXPLOITÉES

Les conclusions de cette négociation répondent à une logique : celle de l'internationalisation de la production (la dite "mondialisation"), d'une division du travail croissante, mais dans le cadre du capitalisme, à un stade très avancé de l'impérialisme pourrissant, alors que l'impérialisme américain reste l'impérialisme dominant. Comme cela a déjà été signalé plus haut, ces accords vont dans le sens de l'aggravation de l'exploitation des pays semi-coloniaux. Ils vont aussi concourir à l'aggravation de l'exploitation des prolétaires, y inclus ceux des puissances impérialistes dominantes.

La "libéralisation" tend à faire que pour les prolétariats, la "norme" devienne, les conditions d'exploitation, d'existence de ceux qui sont les plus exploités, dont la valeur de la force de travail est la plus basse, la situation la plus précaire, les droits sociaux pratiquement nuls, et qu'écrase un chômage massif. Ces accords mettent à l'ordre du jour la multiplication des "délocalisations" au gré du bas prix de la main-d'oeuvre. C'est pourquoi, bien que cela ne soit pas formellement inclus dans ces accords, ils sont inséparables de l'offensive générale que mène le capital, et qu'il accentue, contre le pouvoir d'achat des travailleurs exploités, pour dégrader leurs conditions de travail et d'existence, détruire leurs acquis sociaux, les droits et garanties qu'au cours des décennies de combat ils ont arrachés.

Le 15 janvier 1994.

UN LECTEUR DE NANTES ÉCRIT À CPS

"Combattre pour le Socialisme" n° 50 a publié une intervention d'une camarade dans un congrès syndical de la RATP. Elle a fait une comparaison instructive entre la variation du salaire nominal et l'augmentation des prix (p.8).

Cependant, un de ses modes de calcul est erroné et conduit en l'occurrence à une sous-estimation de la baisse du salaire réel. En effet, les taux de variation au cours de plusieurs phases successives ne doivent pas être additionnées pour mesurer la modification totale. Les pourcentages doivent être multipliés pour en déduire le taux de variation sur toute la période considérée. Cela tient à ce que la deuxième augmentation, par exemple, part d'une valeur déjà accrue par la première augmentation (et ainsi de suite).

Ainsi, en gardant les chiffres utilisés, dire que, de mai 1990 à mai 1991, les prix ont augmenté de 3,4 % veut dire que, en partant d'une base 100 pour mai 1990, celle-ci a été multipliée par 103,4 % dans l'intervalle : 100 * 103,4 % = 103,4 (si les prix étaient de 100 en mai 1990, ils sont en moyenne de 103,4 en mai 1991).

Mais dire que, de mai 1991 à mai 1992, l'augmentation a été de 3,3 % signifie prendre pour base 100 les prix de mai 1991. Pour mesurer l'augmentation de mai 1990 à mai 1992, il faut prendre en compte l'augmentation déjà subie de mai 1990 à mai 1991, et poser :

(100 * 103,4 %) * 103,3 %

Si l'augmentation de mai 1992 à mai 1993, a été de 2,3 %, la formule devient, de mai 1990 à mai 1993 :

((100 * 103,4 %) * 103,3 %) * 102,3 %

Le calcul lui-même est simple depuis la banalisation des calculettes :
100 * 103,4 % * 103,3 % * 102,3 % = 109,2688.

Bref, la hausse des prix de détail a été de plus de 9,26 %. Comme l'augmentation de salaire nominal a été de 6,26 % durant la même période, cela porte, en soustrayant (ce qui est légitime dans ce cas), la perte de pouvoir d'achat à 3 % au lieu de 2,74 %.

Avec mon salut révolutionnaire,

P.S. : Les lecteurs intéressés par ces problèmes peuvent consulter *"Comprendre l'information économique et sociale"* de Lévy, Ewenczyk, et Jammes (Hatier) ou, mais c'est plus cher, *"Attention, statistiques !"* de Klatzmann (La Découverte).

◆
◆ ◆

✂----------

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE :_____

CODE POSTAL : _____LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : **Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX**

Directeur de la Publication : Stéphane JUST
Commission Paritaire n° 67187
n° I.S.S.N. : 0763790 X
Imprimerie Spéciale

SOMMAIRE - C.P.S. n° 51 - 12 février 1994

PREMIERES LEÇONS D'UN COMBAT ET D'UNE VICTOIRE POLITIQUES 1
Victoire politique des enseignants, des travailleurs, des jeunes 1
Première étape 1
...Deuxième étape du gouvernement Balladur 1
Une victoire politique 2
Antagonismes 2
Une "justification" de l'école privée 2
La commission Schléret 3
Le jeu du conseil constitutionnel 3
Minimisation de la manifestation 3
Lang... 3
...Rocard... 4
...Marchais 4
La "concertation" au secours du gouvernement 4
La "concertation" du 27 janvier 4
Ce qu'exige "une seule école, l'école publique" 5
Le "concassage" : les Télécoms 5
EDF-GDF 6
Les difficultés du gouvernement Balladur 7
Du franc CFA 7
...À la Bosnie 7
L'élection présidentielle 7
La politique de Front Unique des organisations ouvrières 8

LES ENSEIGNEMENTS DES ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS PARITAIRES 8

ON NOUS COMMUNIQUE : TÉLÉCOMS - RATP 9

LES ÉTUDIANTS FACE AU GOUVERNEMENT 11
Le gouvernement à l'œuvre 11
... Le projet de loi Fillon 11
Le budget de l'enseignement supérieur 12
Pas de petites économies 12
"Les compteurs ont explosé" 12
Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE 13
...Engagés toujours plus loin dans la participation 13
L'explosion de Nantes 14
Le gouvernement inquiet 14
Les dirigeants veillent au grain 14
Encore et toujours : "à bas la participation" 15

NOUVEAUX COUPS CONTRE LES MASSES PALESTINIENNES 15
Un accord de trahison 15
La police de l'OLP au service d'Israël 16
Un État oppresseur, spoliateur et artificiel 16
Une organisation nationaliste petite-bourgeois 17
L'Intifada 17
De la guerre du Golfe à la conférence de Madrid 18
Le gouvernement Shamir joue la montre 18
Campagne électorale en Israël 19
Le parti travailliste gagne les élections 19
Le parti travailliste à l'œuvre 19
Négociation-bidon et répression 20
Négociations interrompues, négociations secrètes 20
Modification tactique 21
9 septembre 1993 : reconnaissance mutuelle 21
Un accord non viable 22
Les négociateurs en difficulté 22
Le prolétariat palestinien ne peut faire l'économie de construire son parti 23

RUSSIE : NOUVELLE CRISE 24
À la recherche d'une "base de masse" 24
Les résultats 24
Les vainqueurs : la boue et la pourriture sociale 24
L'équipe de Eltsine se disloque 25
Chute du rouble 25
L'impérialisme américain soutient Eltsine 26
La classe ouvrière absente de la scène politique 26

CONCLUSION DE L'URUGUAY ROUND 26
Relance aux USA après la "dépression" de 1980-82 26
Financement de la "relance" aux USA 27
"L'Uruguay Round" et la réforme de la P.A.C. 28
Le "pré-accord" de Blair House 29
Manœuvre en retraite 29
La presse française change de ton 30
L'apparence et la réalité 30
Le cadre fixé par l'impérialisme américain 30
Le volet agricole 31
Pas "d'exception culturelle" 31
Aéronautique 31
Transports maritimes 32
"L'organisation multinationale du commerce" 32
Dépendance de l'impérialisme français 32
À l'avantage particulier de l'impérialisme américain 33
...Et de l'ensemble des puissances impérialistes 33
Réduction massive des droits de douane des pays semi-coloniaux 33
Un problème oublié : les rapports monétaires 33
Ce que "l'Uruguay Round" ne peut résoudre 34
Au détriment des prolétariats et des masses exploitées 34

UN LECTEUR DE NANTES ÉCRIT À CPS 35